

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3885

16 décembre 2014

### SOMMAIRE

Alliance Industries B.V. ....	186466	Le Premier Investment II S.C.A. ....	186480
Antipinsky Refinery AG ....	186450	Le Premier Investment S.C.A. ....	186480
April Investments S.A. SPF ....	186449	Les Combes Investments S.A. ....	186434
Aquarelle S.A. ....	186450	Lux Copper S.à r.l. ....	186448
Architecture & Aménagement S.A. ....	186450	Mawi S.à r.l. ....	186436
Artwin Capital S.A., SPF ....	186449	MEAG Luxembourg S.à r.l. ....	186434
Base 2000 S.A. ....	186450	MEAG Luxembourg S.à r.l. ....	186444
DNB Sicav ....	186453	Mediaclic Sàrl ....	186436
Energus S.A. ....	186435	Melician S.A. ....	186437
Enesco S.à r.l. ....	186436	Mereso ....	186437
Entreprise de Jardinage Philippe Loschet- ter ....	186435	Minuscule ....	186437
EPREC Investments S.à.r.l. ....	186435	Mobilized Capital S.A. ....	186437
Eradis S.A. ....	186435	MOSSACK FONSECA & Co. (Luxem- bourg) ....	186437
Eridan Finance S.à r.l. ....	186434	MOSSFON (Luxembourg) ....	186438
ESCF Laatzen S.à r.l. ....	186436	MP Kings North 1 S.à r.l. ....	186438
Esch Invest Sàrl ....	186436	MP Kings North 2 S.à r.l. ....	186438
European Life Science Associates S.à r.l. .....	186435	MP Kings Retail S.à r.l. ....	186438
FPM Funds ....	186447	MP Kings South S.à r.l. ....	186438
Holgespar Luxembourg S.A. ....	186434	Naviflux S.A. ....	186434
La Mondiale Europartner S.A. ....	186439	Passiflora S.A. ....	186448
La Mondiale Europa S.A. ....	186439	PG Europe S.à r.l. ....	186477
Le Premier Investment III S.C.A. ....	186480	VHCL UN S.A. ....	186447
		Vuksan S.A. ....	186450

**Les Combes Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 117.612.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

Of Shareholders which will be held on *December 31, 2014* at 2.00 p.m. at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

*Agenda:*

- with the agenda as described in the third interim report of the liquidator to the general meeting of the shareholders available for consultation in the registered office of the Company, at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Référence de publication: 2014198000/581/12.

---

**Holgespar Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 142.905.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014188350/10.

(140210607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

---

**Naviflux S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 130.682.

Le siège social de la société NAVIFLUX S.A. immatriculée sous le N° R.C.S. B 130.682 jusqu'alors fixé au 18 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Charles KAUFHOLD

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2014191336/11.

(140212776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

---

**MEAG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.  
R.C.S. Luxembourg B 127.482.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198472/10.

(140221854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

---

**Eridan Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 42.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 163.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190144/11.

(140212101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**European Life Science Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 159.977.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/10/2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014190149/11.

(140212401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**Energus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.  
R.C.S. Luxembourg B 113.269.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

ENERGUS S.A.

Référence de publication: 2014190163/11.

(140211381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**Entreprise de Jardinage Philippe Loschetter, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7481 Tuntange, rue de Brouch.  
R.C.S. Luxembourg B 49.196.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014190165/11.

(140211648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**EPREC Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 116.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EPREC Investments S.à.r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014190171/11.

(140211548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**Eradis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 150.397.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2014190172/11.

(140211408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**ESCF Laatzen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 4.838.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 171.930.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27.11.2014.

Référence de publication: 2014190174/11.

(140212233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Esch Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée (en liquidation).****Capital social: EUR 17.656.900,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190175/11.

(140211859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Enesco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: NOK 8.156.185,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190142/11.

(140212350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Mawi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5653 Mondorf-les-Bains, 20, rue Adolphe Klein.

R.C.S. Luxembourg B 70.961.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190433/10.

(140211883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Mediaclic Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 202, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.713.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014190452/9.

(140211819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Melician S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 62.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190454/10.

(140211531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Mereso, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 229, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 43.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190455/10.

(140211882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Minuscule, Société Anonyme.**

Siège social: L-5326 Contern, 8, rue de l'Etang.  
R.C.S. Luxembourg B 161.250.

*Extrait de l'Assemblée Générale ordinaire du 23 septembre 2014*

- Révocation du commissaire aux comptes d'entreprises de la société anonyme Datagraphic, B42166, ayant son siège social à L - 2330 Luxembourg, 128, Boulevard de la Pétrusse;
- Nomination de la société SWL S.à r.l. B85782, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie en qualité de nouveau commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190457/15.

(140212081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Mobilized Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 150.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014190460/10.

(140212118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**MOSSACK FONSECA & Co. (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 155.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014190461/11.

(140212202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**MOSSFON (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 145.548.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
Signature

Référence de publication: 2014190462/11.

(140212203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**MP Kings North 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 159.665.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

MP Kings North 1 S.à r.l.

Référence de publication: 2014190465/12.

(140211854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**MP Kings North 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 159.666.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

MP Kings North 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2014190466/12.

(140211853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**MP Kings Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 159.704.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

MP Kings Retail S.à r.l.

Référence de publication: 2014190467/12.

(140211852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**MP Kings South S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 159.672.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

MP Kings South S.à r.l.

Référence de publication: 2014190468/12.

(140211856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

**La Mondiale Europartner S.A., Société Anonyme,  
(anc. La Mondiale Europa S.A.).**

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, Z.A. Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 26.334.

L'an deux mille quatorze, le deux décembre.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,  
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme La Mondiale Europa S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-8070 Bertange, 23, Z.A. Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 26.334, constituée suivant acte notarié en date du 8 juillet 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 6 novembre 1987, numéro 313.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 21 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 décembre 2013, numéro 3104.

L'assemblée est ouverte à 12.06 heures sous la présidence de Monsieur Rémi Berg, employé privé, demeurant professionnellement à Bertrange,

qui désigne comme secrétaire Madame Christine Sinig, demeurant professionnellement à Bertrange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Johanna Lopera-Magnani, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Approbation du projet de fusion du 24 juin 2014, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 3066 du 23 octobre 2014, entre la société La Mondiale Europa S.A. («Société absorbante») et la société La Mondiale Europartner S.A. («Société absorbée»).

2. Décision d'augmenter le capital de la Société absorbante à concurrence d'un montant de cent trente millions six cent quatre-vingt-deux mille cent cinquante-quatre euros (EUR 130.682.154,-) pour le porter de son montant actuel de douze millions cinq cent mille euros (EUR 12.500.000,-) à cent quarante-trois millions cent quatre-vingt-deux mille cent cinquante-quatre euros (EUR 143.182.154) sans émission d'actions nouvelles par apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée par les actionnaires de cette société à la Société absorbante.

3. Décision de changer la dénomination sociale de la Société de «La Mondiale Europa S.A.» en «La Mondiale Europartner S.A.».

4. Décision de modifier l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement de dénomination sociale.

5. Refonte complète des statuts de la Société.

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial le 23 octobre 2014 soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois avant la date de la réunion de l'assemblée générale en vue de leur inspection par les actionnaires.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée approuve le projet de fusion entre la société anonyme La Mondiale Europa S.A. (ci-après la "Société absorbante") et la société anonyme La Mondiale Europartner S.A. (ci-après la "Société absorbée") tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les conseils d'administration de la Société absorbante et de la Société absorbée.

Transmission universelle des actifs et passifs:

L'Assemblée constate que la fusion entraîne de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée à la Société absorbante.

Lors de la prise d'effet de la fusion, la succursale italienne de la Société absorbée sise Foro Buonaparte, 74, 20121 Milano - Italy cessera d'exister. Le portefeuille d'assurance de cette succursale sera de facto intégralement transféré dans la succursale italienne de la Société absorbante sise Foro Buonaparte, 74, 20121 Milano - Italy.

Prise d'effet de la fusion

La fusion a lieu avec effet à ce jour, toutefois à l'égard des tiers elle n'a effet qu'après la publication au Mémorial du présent procès-verbal.

D'un point de vue comptable et fiscal, la fusion a lieu avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La fusion a lieu avec l'approbation du Ministre compétent via un arrêté ministériel du 20 octobre 2014.

Constatation:

Conformément à l'article 27, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société absorbante et du projet de fusion.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital de la Société absorbante à concurrence d'un montant de cent trente millions six cent quatre-vingt-deux mille cent cinquante-quatre euros (EUR 130.682.154) pour le porter de son montant actuel de douze millions cinq cent mille euros (EUR 12.500.000) à cent quarante-trois millions cent quatre-vingt-deux mille cent cinquante-quatre euros (EUR 143.182.154) sans émission d'actions nouvelles, mais par augmentation de la valeur des actions existantes.

L'apport autre qu'en numéraire réalisé dans le cadre de cette fusion consiste en l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée par les actionnaires de cette société, à la Société absorbante.

Cet apport a fait l'objet d'un rapport d'évaluation établie le 26 novembre 2014 par KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Ce rapport conclut comme suit:

«Sur base de nos travaux, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins à l'augmentation de la valeur des actions existantes de la Société absorbante à effectuer en contrepartie.»

Un exemplaire de ce rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la Société de «La Mondiale Europa S.A.» en «La Mondiale Europartner S.A.».

#### *Quatrième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier l'article 1 des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «La Mondiale Europartner S.A.» (la «Société»)."

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de refondre complètement les statuts de la Société pour leur donner désormais la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg») et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination «La Mondiale Europartner S.A.».



**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit dans la commune de Bertrange par une décision du Conseil d'administration.

Au cas où le Conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiraient ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3. Objet social.** La Société a pour objet d'effectuer, au Luxembourg ou à l'étranger, toutes opérations d'assurance vie dans toutes ses branches et de fournir ou d'accorder des assurances, des rentes, des bénéficiaires de pensions et retraites de toutes sortes et d'effectuer des opérations de réassurance et toutes opérations financières et commerciales en matière mobilière et immobilière qui sont directement liées à l'objet social décrit ci-dessus.

En outre, la Société pourra conclure des accords ou prendre des participations, quelle qu'en soit la forme, que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou d'autres entreprises, y compris d'autres compagnies ou entités d'assurances, en vue de poursuivre son objet, en ce compris l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de toute autre manière telle que le transfert par vente, échange ou autrement d'actions, d'obligations, titres et d'autres valeurs mobilières quelles qu'elles soient, et administrer, développer et gérer son portefeuille.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée générale statuant dans les conditions prévues par la loi.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à cent quarante-trois millions cent quatre-vingt-deux mille cent cinquante-quatre euros (EUR 143.182.154) représenté par treize mille cinq cent quatre-vingts (13.580) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée générale des actionnaires statuant aux mêmes conditions de quorum et majorité qu'en matière de modification des statuts.

**Art. 6. Forme des actions.** Les actions sont et resteront nominatives.

Toutes les actions émises seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'actionnaire sur les actions s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat sera délivré sur demande à l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du Conseil d'administration. Les signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit sous forme télécopiée.

Tout transfert d'actions sera inscrit au registre des actionnaires au moyen de la remise à la Société d'un instrument de transfert convenant à la Société, ou par une déclaration de transfert écrite, inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et par le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet, et, à chaque fois, avec la remise à la Société du certificat qui s'y rapporte, s'il en a été émis. Une pareille inscription devra être signée par deux membres du Conseil d'administration, ou par une ou plusieurs personnes dûment autorisées à cet effet par le Conseil d'administration.

**Art. 7. Conseil d'administration.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'Assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs, les administrateurs restants ont le droit d'élire par un vote majoritaire un autre administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

**Art. 8. Réunions du Conseil d'administration.** Le Conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration et des Assemblées générales.

Le Conseil d'administration se réunira sur la convocation du président.

Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les réunions du Conseil d'administration, mais en son absence le Conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur pour présider la réunion. Le président présidera, en outre, toutes les Assemblées générales, mais en son absence, l'Assemblée générale désignera à la majorité un autre administrateur ou toute autre personne pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par courrier électronique ou par télécopieur, de chaque administrateur.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'administration.

Toute réunion du Conseil d'administration se tiendra au Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'administration peut occasionnellement déterminer.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique ou par télécopieur, un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. La voix du président du Conseil d'administration est prépondérante en cas de partage des voix.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil d'administration dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs document(s) contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du Conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

**Art. 9. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui aura assumé la présidence de cette réunion.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

**Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'administration.** Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du Conseil d'administration.

**Art. 11. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée générale des actionnaires.

**Art. 12. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine Assemblée générale. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas lorsque la transaction considérée concerne des opérations courantes de la Société et conclues dans des conditions normales.

La Société indemniserá tout administrateur ou fondé de pouvoirs et leur héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur ou de fondé de pouvoirs de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique

que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature individuelle du président du Conseil d'administration, par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée générale.** Toute Assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

**Art. 15. Assemblée générale annuelle.** L'Assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le premier vendredi du mois de mai de chaque année à quinze (15.00) heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 16. Autres Assemblées générales.** Le Conseil d'administration peut convoquer d'autres Assemblées générales. Les actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, demander au Conseil d'administration de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires.

Les Assemblées générales, y compris l'Assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'administration.

**Art. 17. Procédure, vote.** Les Assemblées générales seront convoquées par le Conseil d'administration conformément aux conditions fixées par la loi. La convocation contiendra l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Au cas où les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux Assemblées en désignant par écrit, par courrier électronique ou par télécopieur, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le Conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux Assemblées générales.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple, quel que soit le nombre d'actions représentées.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'Assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

**Art. 18. Réviseur d'entreprises externe.** La surveillance des comptes de la Société doit être confiée à un réviseur d'entreprises externe ou à des réviseurs d'entreprises externes nommés par l'Assemblée des actionnaires.

**Art. 19. Exercice social.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de la même année. Le Conseil d'administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

**Art. 20. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

Sur recommandation du Conseil d'administration, l'Assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

La Société peut racheter ses propres actions en conformité avec les dispositions de la loi.

**Art. 21. Dissolution, liquidation.** La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 22. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

186444

*Evaluation des frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont évalués à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12.30 heures.

Dont acte, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Berg, C. Sinig, J. Lopera-Magnani, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 8 décembre 2014. REM/2014/2665. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198402/284.

(140221813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

**MEAG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 600.000,00.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 127.482.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den dritten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

MEAG MUNICH ERGO Kapitalanlagegesellschaft mbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts, mit Sitz in D-80333 München, Oskar-von-Miller-Ring, 18, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer HRB 132.989,

hier vertreten durch Frau Sandra MÜLLER, mit Berufsanschrift in 15, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in München (Deutschland), am 2. Dezember 2014.

Die Vollmacht bleibt nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichnenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene ist alleiniger Anteilsinhaber der MEAG Luxembourg S.à r.l., eine (société à responsabilité limitée), mit eingetragenem Sitz in 15, Rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 127.482, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in Sanem, Großherzogtum Luxemburg, vom 30. April 2007, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 990 vom 29. Mai 2007; die Statuten wurden zuletzt geändert gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Joseph ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, am 25 Februar 2009, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 907 vom 29. April 2009.

Der derzeitige alleinige Gesellschafter, namens handelnd wie eingangs erwähnt, haben den unterzeichnenden Notar ersucht, nachstehende Erklärungen zu beurkunden:

Die Tagesordnung gegenwärtiger Beschlussfindung lautet wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Abänderung des Gesellschaftsgegenstandes, um ihm sowie Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft von nun an folgenden Wortlaut zu geben:

„Zweck der Gesellschaft ist die gemeinsame Portfolioverwaltung im Sinne des Kapitel 15 des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 in seiner aktuellen Fassung über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 17. Dezember 2010"), einschließlich, aber ohne Beschränkung, der Gründung, Administration, Verwaltung und Vertrieb Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere ("OGAW"), einschließlich spezialisierter Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner aktuellen Fassung ("Gesetz vom 13. Februar 2007"), zugelassen nach der Richtlinie 2009/65/EG in seiner aktuellen Fassung sowie weiterer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA"), welche nicht von dieser Richtlinie erfasst sind und für welche die Gesellschaft einer aufsichtsrechtlichen Überwachung unterliegt, aber welche nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union unter Richtlinie 2009/65/EG vertrieben werden dürfen.

Desweiteren und zusätzlich zu dem oben aufgeführten, besteht der Zweck der Gesellschaft darin, als Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU und Kapitel 2 des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013

bezüglich Verwalter alternativer Investmentfonds (das "AIFM Gesetz") zu handeln und die in Anhang I des AIFM Gesetzes aufgeführten Tätigkeiten auszuüben.

Die Gesellschaft kann jegliche Tätigkeiten in Bezug auf die Verwaltung, Administration und Förderung der alternativen Investmentfonds ("AIFs"), OGAWs und OGAs erbringen. Insbesondere kann sie, im Rahmen und in Erfüllung der anwendbaren Regelungen, Gesetze und Verordnungen, Verträge abschließen, jegliche Wertpapiere und im allgemeinen alle zulässigen Vermögenswerte für AIFs, OGAWs oder OGAs kaufen, verkaufen, umtauschen und liefern, alle Eintragungen und Übertragungen im Aktien- bzw. Schuldverschreibungsregister von luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, im eigenen Namen oder im Namen Dritter, veranlassen, alle möglichen Rechte und Privilegien im Namen der AIFs, OGAWs und OGAs sowie deren Anteilsinhabern ausüben, insbesondere in Bezug auf die mit dem im Vermögen der AIFs, OGAWs und anderen OGA enthaltenen Wertpapieren stehenden Stimmrechte. Die Gesellschaft darf desweiteren Tochtergesellschaften der von ihr verwalteten oder zu verwaltenden AIFs, OGAWs und OGAs gründen und/oder Anteile oder andere Sicherheiten an den Tochtergesellschaften erwerben. Die oben aufgeführten Befugnisse und Kompetenzen sind nicht als abschließend sondern lediglich als beispielhaft anzusehen.

Zusätzlich darf die Gesellschaft, unter den Bedingungen und im Rahmen der Luxemburger Gesetze und Verordnungen, die folgenden Transaktionen in ihrem eigenen Namen oder im Namen der von ihr verwalteten AIFs, OGAWs oder OGAs durchführen, wobei sicherzustellen ist, dass die Gesellschaft keine Transaktionen durchführt, welche als regulierte Aktivitäten des Finanzsektors anzusehen sind:

- Jegliche Form der Kreditaufnahme oder Inanspruchnahme von Krediteinrichtungen;
- Die Vorlage, der Verleih oder die Hinterlegung von Kapital, Anleihepapieren, Schuldscheinen, Schuldverschreibung, Bargeld, bargeldähnlichen Instrumente und andere Eigenkapital- und/oder Schuldinstrumente;
- Die Gewährung jeglicher Garantie, Verpfändung oder jeglicher anderer Formen von Sicherheiten im Rahmen und im Einklang mit den Voraussetzungen des Luxemburger Rechts.;"

2. In Bezug auf die Abänderung des Gesellschaftsgegenstandes, Abänderung von Artikel 19 der Satzung der Gesellschaft;

3. Erhöhung des derzeitigen Gesellschaftskapitals um einen Betrag von dreihundertfünfzigtausend Euro (350.000.- EUR) um es von derzeit zweihundertfünfzigtausend Euro (250.000.- EUR) auf sechshunderttausend Euro (600.000.- EUR) zu erhöhen, durch Ausgabe von dreihundertfünfzig (350) gleichwertigen Gesellschaftsanteilen mit einem Nennwert von je eintausend Euro (1.000.- EUR) (die Neuen Anteile) sowie Zeichnung der Neuen Anteile durch den derzeitigen alleinigen Gesellschafter, durch Bareinzahlung;

4. Abänderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft, welcher von nun an folgenden Wortlaut hat:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf sechshunderttausend Euro (600.000.- EUR), und ist in sechshundert (600) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je eintausend Euro (1.000.- EUR) aufgeteilt.;"

5. Verrechnung von einem Teil der aufgelaufenen Verluste für das am 31. Dezember 2013 sowie das am 31. Dezember 2012 aufgelaufene Geschäftsjahr in Höhe von insgesamt einer Millionen Euro (1.000.000.-EUR) durch Herabsetzung der Kapitalrücklage von derzeit einer Millionen sechshundertfünfzigtausend Euro (1.650.000.- EUR), auf sechshundertfünfzigtausend Euro (650.000.- EUR);

6. Erhöhung der Kapitalrücklage der Gesellschaft, welche ausschließlich zur Aufrechnung von aufgelaufenen Verlusten verwendet werden darf, um einen Betrag von achthundertfünfzigtausend Euro (850.000.- EUR) um sie von derzeit sechshundertfünfzigtausend Euro (650.000.- EUR) auf eine Million fünfhunderttausend Euro (1.500.000.-EUR) zu erhöhen; und

7. Verschiedenes.

Sodann trifft der derzeitige alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt den Gesellschaftsgegenstand abzuändern, so dass Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft von nun an folgenden Wortlaut hat:

„ **Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist die gemeinsame Portfolioverwaltung im Sinne des Kapitel 15 des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 in seiner aktuellen Fassung über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 17. Dezember 2010"), einschließlich, aber ohne Beschränkung, der Gründung, Administration, Verwaltung und Vertrieb Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere ("OGAW"), einschließlich spezialisierter Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner aktuellen Fassung ("Gesetz vom 13. Februar 2007"), zugelassen nach der Richtlinie 2009/65/EG in seiner aktuellen Fassung sowie weiterer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA"), welche nicht von dieser Richtlinie erfasst sind und für welche die Gesellschaft einer aufsichtsrechtlichen Überwachung unterliegt, aber welche nicht in anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union unter Richtlinie 2009/65/EG vertrieben werden dürfen.

Desweiteren und zusätzlich zu dem oben aufgeführten, besteht der Zweck der Gesellschaft darin, als Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne der Richtlinie 2011/61/EU und Kapitel 2 des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013 bezüglich Verwalter alternativer Investmentfonds (das "AIFM Gesetz") zu handeln und die in Anhang I des AIFM Gesetzes aufgeführten Tätigkeiten auszuüben.

Die Gesellschaft kann jegliche Tätigkeiten in Bezug auf die Verwaltung, Administration und Förderung der alternativen Investmentfonds ("AIFs"), OGAWs und OGAs erbringen. Insbesondere kann sie, im Rahmen und in Erfüllung der anwendbaren Regelungen, Gesetze und Verordnungen, Verträge abschliessen, jegliche Wertpapiere und im allgemeinen alle zulässigen Vermögenswerte für AIFs, OGAWs oder OGAs kaufen, verkaufen, umtauschen und liefern, alle Eintragungen und Übertragungen im Aktien- bzw. Schuldverschreibungsregister von luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, im eigenen Namen oder im Namen Dritter, veranlassen, alle möglichen Rechte und Privilegien im Namen der AIFs, OGAWs und OGAs sowie deren Anteilinhabern ausüben, insbesondere in Bezug auf die mit dem im Vermögen der AIFs, OGAWs und anderen OGA enthaltenen Wertpapieren stehenden Stimmrechte. Die Gesellschaft darf desweiteren Tochtergesellschaften der von ihr verwalteten oder zu verwaltenden AIFs, OGAWs und OGAs gründen und/oder Anteile oder andere Sicherheiten an den Tochtergesellschaften erwerben. Die oben aufgeführten Befugnisse und Kompetenzen sind nicht als abschließend sondern lediglich als beispielhaft anzusehen.

Zusätzlich darf die Gesellschaft, unter den Bedingungen und im Rahmen der Luxemburger Gesetze und Verordnungen, die folgenden Transaktionen in ihrem eigenen Namen oder im Namen der von ihr verwalteten AIFs, OGAWs oder OGAs durchführen, wobei sicherzustellen ist, dass die Gesellschaft keine Transaktionen durchführt, welche als regulierte Aktivitäten des Finanzsektors anzusehen sind:

- Jegliche Form der Kreditaufnahme oder Inanspruchnahme von Krediteinrichtungen;
- Die Vorlage, der Verleih oder die Hinterlegung von Kapital, Anleihepapieren, Schuldscheinen, Schuldverschreibung, Bargeld, bargeldähnlichen Instrumente und andere Eigenkapital- und/oder Schuldinstrumente;

Die Gewährung jeglicher Garantie, Verpfändung oder jeglicher anderer Formen von Sicherheiten im Rahmen und im Einklang mit den Voraussetzungen des Luxemburger Rechts.“

#### *Zweiter Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt in Bezug auf den vorhergehenden Beschluss, Artikel 19 der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

„ **Art. 19.** Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen sowie des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 und des AIFM Gesetzes.“

#### *Dritter Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt das derzeitige Gesellschaftskapital um einen Betrag von dreihundertfünfzigtausend Euro (350.000.- EUR) um es von derzeit zweihundertfünfzigtausend Euro (250.000.- EUR) auf sechshunderttausend Euro (600.000.- EUR) zu erhöhen, durch Ausgabe von dreihundertfünfzig (350) gleichwertigen Gesellschaftsanteilen mit einem Nennwert von je eintausend Euro (1.000.-EUR) (die Neuen Anteile) sowie Zeichnung der Neuen Anteile durch den derzeitigen alleinigen Gesellschafter.

#### *Zeichnung - Einzahlung*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter, vorgenannt, vertreten wie eingangs erwähnt, erklärt hiermit dreihundertfünfzig (350) neu ausgegebene Gesellschaftsanteile an der Gesellschaft zu zeichnen und diese mittels einer Bareinzahlung in Höhe von dreihundertfünfzigtausend Euro (350.000.- EUR) voll einzuzahlen.

Der amtierende Notar stellt fest, dass die Summe in Höhe von dreihundertfünfzigtausend Euro (350.000.- EUR) auf das Bankkonto der Gesellschaft eingezahlt wurde, und der Gesellschaft ab heute gemäß einer Bankbestätigung vom 28. November 2014 zur Verfügung steht.

#### *Vierter Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft entsprechend des vorausstehenden Beschlusses wie folgt abzuändern:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf sechshunderttausend Euro (600.000.- EUR), und ist in sechshundert (600) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je eintausend Euro (1.000.- EUR) aufgeteilt."

#### *Fünfter Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt einen Teil der aufgelaufenen Verluste für das am 31. Dezember 2013 sowie das am 31.

Dezember 2012 aufgelaufene Geschäftsjahr in Höhe von insgesamt einer Millionen Euro (1.000.000.- EUR) durch Herabsetzung der Kapitalrücklage von derzeit einer Millionen sechshundertfünfzigtausend Euro (1.650.000.-EUR), auf sechshundertfünfzigtausend Euro (650.000.- EUR), zu verrechnen.

#### *Sechster Beschluss*

Der derzeitige alleinige Gesellschafter beschließt die Kapitalrücklage der Gesellschaft, welche ausschließlich zur Aufrechnung von aufgelaufenen Verlusten verwendet werden darf, um einen Betrag von achthundertfünfzigtausend Euro (850.000.- EUR) zu erhöhen, um sie von derzeit eine sechshundertfünfzigtausend Euro (650.000.- EUR) auf eine Million fünfhunderttausend Euro (1.500.000.- EUR) zu erhöhen.

Der amtierende Notar stellt fest, dass die Summe in Höhe von achthundertfünfzigtausend Euro (850.000.- EUR) auf das Bankkonto der Gesellschaft eingezahlt wurde, und der Gesellschaft ab heute gemäß einer Bankbestätigung vom 28. November 2014 zur Verfügung steht.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und keiner der Anwesenden das Wort erbittet, schließt der Vorsitzende die Versammlung.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, an dem eingangs erwähnten Datum.

Und nach Vorlesung alles Vorherstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, hat derselbe zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: S. Müller et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 décembre 2014. LAC/2014/58328. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198473/168.

(140221855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

### **VHCL UN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 131.740.

Messieurs les actionnaires, nous vous communiquons que le Président lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société VHCL UN S.A. (En liquidation) convoquée pour le 28 novembre 2014 par lettre recommandée avec accusé de réception, a constaté que le quorum de présence n'a pas été atteint, que ladite assemblée n'a pu valablement délibérer faute de quorum de présence et qu'une

#### **NOUVELLE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

est convoquée pour le 31 décembre 2014 à 10h00 au siège social pour délibérer sur le même ordre du jour, à savoir:

##### *Ordre du jour:*

1. Approbation et publication des comptes annuels au 31 décembre 2009;
2. Approbation et publication des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. Réception du rapport du commissaire à la liquidation;
4. Décharge du liquidateur;
5. Décision de clôturer la liquidation;

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014188693/19.

### **FPM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 80.070.

Die Anteilhaber der SICAV FPM Funds werden hiermit darüber informiert, dass bei der ersten außerordentlichen Generalversammlung am Montag, den 1. Dezember 2014 das erforderliche Anwesenheitsquorum nicht erreicht wurde. Die Anteilhaber der SICAV FPM Funds werden somit zur

#### **ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am Mittwoch, 31. Dezember 2014 um 8:00 Uhr in den Geschäftsräumen des Notariats Jean-Paul Meyers, 21, rue de Schwiedelbrouch, L-8806 Rambrouch, stattfindet.\*

##### *Tagesordnung:*

1. Neuformulierung des Art. 1.1 der Satzung der SICAV wie folgt: " Es besteht eine Gesellschaft mit dem Namen FPM Funds (nachfolgend die Gesellschaft).
2. Änderung des Art. 3.1 der Satzung der SICAV in Bezug auf den Sitz der Gesellschaft
3. Verlegung des Termins der jährlichen Hauptversammlung in Artikel 4.2 der Satzung der SICAV auf den 27. April eines jeden Jahres um 10:00 Uhr.
4. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 20. Dezember 2014 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Ge-

sellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum und können mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile beschlossen werden.

Aktionäre können den vorläufigen aktualisierten Verkaufsprospekt und die vorläufige aktualisierte Satzung am eingetragenen Sitz der SICAV einsehen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014190809/755/29.

---

**Passiflora S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 121.645.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 24 décembre 2014 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014193014/1023/17.

---

**Lux Copper S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 181.533.

**AUFLÖSUNG**

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zwanzigsten Tag des Monats November;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

**IST ERSCHIENEN:**

Die nach dem Recht der Schweiz gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „Swiss Resources Group AG“, mit Sitz in CH-6301 Zug, Obmoos 4, eingetragen beim Handelsregister des Kantons Zug unter der Unternehmens-Identifikationsnummer (IDE/UID) CHE-110.206.213,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Lux Copper S.à r.l.“, mit Sitz in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 181533, (hiernach die „Gesellschaft“), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg), am 24. Oktober 2013, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 3229 vom 19. Dezember 2013,

und deren Satzungen (die „Statuten“) seitdem nicht mehr abgeändert worden sind;

II. Das Gesellschaftskapital beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-), aufgeteilt in hundertdreiundfünfzigtausendvierzig (153.040) Anteile der Anteilsklasse A und sechsundvierzigtausendneuhundertsechzig (46.960) Anteile der Anteilsklasse B, alle Anteile mit einem Nennwert von je zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil und vollständig eingezahlt;

III. Die erschienene Partei ist Inhaberin sämtlicher Anteile der Gesellschaft;

IV. Die erschienene Partei, als Alleingesellschafterin (die „Alleingesellschafterin“), beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen;



V. Die Alleingesellschafterin erklärt, dass sie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt und dass sie genaue Kenntnis der Finanzlage der Gesellschaft besitzt.

VI. Die Alleingesellschafterin, als Liquidator der Gesellschaft, erklärt, dass die Tätigkeit der Gesellschaft beendet ist, alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen worden sind, oder für deren Begleichung Sorge getragen wird, dass sämtliche Aktiva der Gesellschaft auf die Alleingesellschafterin übergehen, welche erklärt, dass alle Schulden der Gesellschaft beglichen sind und sie sich verpflichtet alle etwaigen noch nicht beglichenen Schulden zu übernehmen, ehe eine Zahlung an sich selbst erfolgt;

VII. Die Alleingesellschafterin erklärt ausdrücklich auf die Ernennung eines Prüfungskommissars zu verzichten;

VIII. Somit ist die Liquidation der Gesellschaft als durchgeführt und abgeschlossen zu betrachten;

IX. Die Alleingesellschafterin erteilt hiermit dem Geschäftsführer volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates bis zum heutigen Tag;

X. Die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden während der gesetzlichen Mindestdauer von fünf Jahren am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe, aufbewahrt.

Somit hat der unterzeichnete Notar festgestellt, dass die Gesellschaft „Lux Copper S.à r.l.“ aufgelöst worden ist.

#### Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche aus Anlass dieser Urkunde entstehen, unter welcher Form auch immer, beläuft sich auf ungefähr neunhundert Euro.

#### WORÜBER URKUNDE

Errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, qualitate qua, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 novembre 2014. LAC/2014/55578. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Référence de publication: 2014191238/59.

(140213078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

#### **April Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 93.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014189972/9.

(140211368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

#### **Artwin Capital S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 112.710.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/11/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014189982/12.

(140211550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Architecture & Aménagement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1123 Luxembourg, 9B, Plateau Altmünster.  
R.C.S. Luxembourg B 59.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014189976/9.

(140211773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Antipinsky Refinery AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 136.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014189971/9.

(140212087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Base 2000 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 72.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014190019/9.

(140212153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

**Aquarelle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 98.275.

**Vuksan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 98.240.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) AQUARELLE S.A., a société anonyme incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 98 275, incorporated pursuant a notarial deed on 23 December 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 12 February 2004, number 180, and whose articles of incorporation have been modified pursuant a notarial deed of on 08 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 30 May 2007, number 1006,

here represented by Mr Neil Medlyn and Mr René Demoulin, both with professional address at Luxembourg, acting as the representatives of the board of directors of AQUARELLE S.A. (the "Board of Directors 1"), pursuant to a resolution taken by Board of Directors 1 on 3 December 2014 (the "Resolution 1"); and

2) VUKSAN S.A., a société anonyme incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 98 240, incorporated pursuant a notarial deed on 23 December 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 13 February 2004, number 184, and whose articles of incorporation have been modified pursuant a notarial deed of on 08 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 30 May 2007, number 1009,

here represented by Mr Neil Medlyn and Mr René Demoulin, previously named, acting as the representatives of the board of directors of VUKSAN S.A. (the "Board of Directors 2"), pursuant to a resolution taken by the Board of Directors 2 on 3 December 2014 (the "Resolution 2").

Hereinafter, the Resolution 1 and the Resolution 2 are collectively referred to as the "Resolutions".

The said Resolutions, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

#### MERGER PROJECT

1) Merging parties:

- AQUARELLE S.A., a société anonyme incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 98275, as acquiring company (hereinafter referred to as “Absorbing Company”), and

- VUKSAN S.A., a société anonyme incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 98240, as absorbed company (hereinafter referred to as “Absorbed Company”).

The Absorbing Company and the Absorbed Company are collectively referred to as “Merging Companies”.

2) The Absorbing Company holds thirty-one (31) shares of the Absorbed Company, representing the entire share capital and all of the voting rights of the Absorbed Company, the latter having issued no other shares and/or securities giving voting rights.

3) The Absorbing Company proposes to absorb the Absorbed Company by way of a merger by acquisition pursuant to the provisions of articles 278 through 280 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”).

4) As from 31 December 2014, all operations and transactions of the absorbed Company are considered for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

5) As of the Effective Date (as defined below), all rights and obligations of the Absorbed Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the Absorbing Company. The Absorbing Company will in particular take over debts as own debts and all payment obligations of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto.

6) The Absorbing Company shall from the Effective Date carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date and in particular carry out all agreements existing with the creditors of the Absorbed Company and shall be subrogated to all rights and obligations from such agreements.

7) No special rights or advantages have been granted to the directors or the auditors of the Merging Companies.

8) All shareholders of the Absorbing Company have, within one month from the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, access at the registered office of the Absorbing Company to all documents listed in article 267 paragraph (1) a), b) and c) of the Law and may obtain copies thereof, free of charge.

9) One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the subscribed share capital of the Absorbing Company may within the time period set out in 8) above request the convening of a shareholders’ meeting of the Absorbing Company to decide whether to approve the proposed merger.

10) Full discharge is granted to the directors of the Absorbed Company for the exercise of their mandate.

11) Subject to the rights of the shareholders of the Absorbing Company set out in 9) above, the dissolution of the Absorbed Company shall become effective and final one month after the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Effective Date”) and will lead simultaneously to the effects set out in article 274 of the Law.

12) The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Insofar as required by law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities transferred by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

13) The books and records of the Absorbed Company will be held at the registered office of the Absorbing Company for the period legally prescribed.

14) As a result of the merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its issued shares shall be cancelled.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger project and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Par-devant, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1) AQUARELLE S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.275, constituée suivant acte notarié en date du 23 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 180 du 12 février 2004 dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 08 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1006 du 30 mai 2007,

ici représentée par Monsieur Neil Medlyn et Monsieur René Demoulin, tous les deux demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en qualité de mandataires au nom et pour compte du conseil d'administration de AQUARELLE S.A. (le "Conseil d'Administration 1"), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil d'Administration 1 le 3 décembre 2014 (la "Résolution 1"); et

2) VUKSAN S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.240, constituée suivant acte notarié en date du 23 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 184 du 13 février 2004 dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 08 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1009 du 30 mai 2007,

ici représentée par Monsieur Neil Medlyn et Monsieur René Demoulin, prénommés, agissant en qualité de mandataires au nom et pour compte du conseil d'administration de VUKSAN S.A. (le "Conseil d'Administration 2"), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil d'Administration 2 le 3 décembre 2014 (la "Résolution 2");

Ci-après, la Résolution 1 et la Résolution 2 sont collectivement dénommées les "Résolutions".

Les dites Résolutions, paraphées ne varietur par les mandataires des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

### PROJET DE FUSION

1) Parties à la fusion:

- AQUARELLE S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.275 comme société absorbante (la "Société Absorbante"); et

- VUKSAN S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3/a rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.240, comme société absorbée (la "Société Absorbée").

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont collectivement dénommées les "Sociétés Fusionnant".

2) La Société Absorbante détient trente et une (31) actions dans la Société Absorbée, représentant l'intégralité du capital social et tous les droits de vote dans la Société Absorbée, cette dernière n'ayant émis aucun(e) autre action/titre conférant des droits de vote.

3) La Société Absorbante propose d'absorber la Société Absorbée par voie de fusion par acquisition suivant les dispositions des articles 278 à 280 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

4) A partir du 31 décembre 2014, toutes les opérations et les transactions de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

5) A partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous), tous les droits et obligations la Société Absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la Société Absorbante. La Société Absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec l'intégralité des sûretés, soit in rem soit personnelles, y attachées.

6) La Société Absorbante exécutera à partir de la Date de Réalisation tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, de la Société Absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

7) Aucun droit ou avantage particulier n'a été attribué aux administrateurs ou aux réviseurs des Sociétés Fusionnant.

8) Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication de ce projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de prendre connaissance au siège social de la Société Absorbée de tous les documents énumérés à l'article 267, alinéa (1) a), b) et c) de la Loi et peuvent en obtenir copie intégrale, sans frais.

9) Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant au moins de 5% du capital souscrit de la Société Absorbante a/ont le droit, pendant le délai indiqué sous le point 8) ci-dessus, de requérir la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

10) Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société Absorbée pour l'exercice de leur mandat.

11) Sous réserve des droits des actionnaires de la Société Absorbante tels que décrits sous le point 9) ci-dessous, la dissolution de la Société Absorbée deviendra effective et définitive un mois après la publication de ce projet de fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Date de Réalisation") et conduira simultanément aux effets tels que prévus par l'article 274 de la Loi.

12) La Société Absorbante devra elle-même accomplir toutes les formalités, y compris les publications telles que prévues par la loi, qui sont nécessaires ou utiles à l'entrée en vigueur de la fusion et au transfert et cession des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Dans la mesure où la loi le prévoit, ou lorsque jugé nécessaire ou utile, des actes de transfert appropriés seront exécutés par les Sociétés Fusionnant afin de réaliser la transmission des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

13) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la loi.

14) Par effet de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et ses actions émises seront annulées.

Le notaire soussigné déclare attester de l'existante et de la légalité du projet de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties à la fusion conformément à la Loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des même comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparants, connus du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, les mandataires des comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N.MEDLYN, R. DEMOULIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16917. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014197288/178.

(140221156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2014.

### **DNB Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 192.656.

#### STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of December,

Before Maître Karine REUTER notary public established in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

DNB Luxembourg SA, having its registered office at L-1637 Luxembourg, 13 rue Goethe, registered number B 22.374. here duly represented by M. Eggert HILMARSSON, employee, with professional address at 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on 2<sup>nd</sup> of December 2014.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of société anonyme, which such party declared to incorporate:

#### **Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name.** There exists, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "DNB SICAV" (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Purpose.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other assets permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

## **Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value**

**Art. 5. Share Capital - Classes of Shares.** The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The initial capital for incorporation is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000). The minimum capital of the Company shall be one million two hundred and fifty thousand EUR (EUR 1,250,000.-) and must be achieved within a period of six (6) months following the authorization of the Company.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Compartment (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors may establish portfolios of assets constituting each a compartment ("Compartment") within the meaning of Article 181 of the Law for one class of shares or for multiple classes of shares. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

### **Art. 6. Form of Shares.**

(1) Shares shall be issued in registered form only.

(2) Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each share. All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders in compliance with article 39 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates (if issued) shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(3) Transfer of shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(4) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(5) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(6) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(7) The Company may decide to issue fractional shares up to the number of decimal places to be decided by the board of directors. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may, at any time, issue different classes of shares within one or more Compartment, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the sales documents.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 12 hereof). Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable not later than seven business days in Luxembourg after the date on which the application was accepted or within such shorter period as determined by the board of directors from time to time.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them. If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any difference.

The Company may in the interest of the shareholders accept transferable securities and other assets permitted by the Law as payment for subscription ("contribution in kind"), provided, the offered transferable securities and other assets correspond to the investment policy and restrictions of the respective Compartment. Each payment of shares against contribution in kind is part of a valuation report issued by the auditor of the Company. The board of directors may at its sole discretion, reject all or several offered transferable securities and other assets without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the contributing investor.

Any request for subscription of shares shall be irrevocable, except in case of temporary suspension of the calculation of the net asset value of the shares to be subscribed in accordance with Article 12 hereof.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Any shareholder may require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the

limits provided by law and these articles of association, in particular subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 12 hereof.

The redeeming shareholder will be paid a redemption price per share based on the net asset value per share of the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof. There may be deducted from the net asset value a redemption charge, or any deferred sales charge payable to a distributor of shares of the Company and an estimated amount representing the costs and expenses which the Company would incur upon realization of the relevant percentage of the assets of the relevant Compartment to meet redemption requests of such size, as further described in the sales documents of the shares. Payments of the redemption proceeds will be made not later than ten (10) business days in Luxembourg after the date on which the request for redemption has been received or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Company unless otherwise provided by herein.

Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Company, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Company in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the board of directors may prescribe in the sales documents of the shares.

The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company. If such measures prove necessary, all redemption requests received on the same day will be settled at the same price. On the next Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may at any time and at its own discretion proceed to redeem shares held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares as described in Article 10 hereof. In particular, the Company is entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder where any of the representations and warranties made in connection with the acquisition of the shares was not true or has ceased to be true or such shareholder fails to comply with any applicable eligibility condition for a class of shares. The Company is also entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder in any other circumstances in which the Company determines that such compulsory redemption would avoid material legal, regulatory, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Company and the other shareholders, including but not limited to the cases where such shares are held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares or who fail to comply with any obligations associated with the holding of these shares under the applicable regulations.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

Any request for redemption of shares shall be irrevocable, except in case of temporary suspension of the calculation of the net asset value of the shares to be redeemed in accordance with Article 12 hereof.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares declines to, or fails to reach, such number or such value as determined by the board of directors as the minimum appropriate level for the relevant Compartment or class, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.



Any request for conversion of shares shall be irrevocable, except in case of temporary suspension of the calculation of the net asset value of the shares of the two classes of shares concerned by such conversion in accordance with Article 12 hereof.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding (i) may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with the eligibility criteria of a given class of shares. Such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons". For the purpose of these articles of association, Prohibited Persons shall include without limitation (i) any "U.S. Person" as this term is hereinafter defined, (ii) any person not meeting the requirement of the relevant class of share (iii) persons that are deemed to cause potential financial risk for the Company are excluded to acquire shares in the Company or (iv) any person holding shares of classes reserved to Institutional Investors as defined under the Law who does not qualify as an Institutional Investor. For the purpose of the above," the term "U.S.

Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. income tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

For such purposes the Company may:

(i) Withhold any taxes or similar charges that it is legally required to withhold, whether by law or otherwise, in respect of any shareholding in the Fund;

(ii) Require any shareholder or beneficial owner of the shares to promptly furnish such personal data as may be required by the Company in its discretion in order to comply with any law and/or to promptly determine the amount of withholding to be retained;

(iii) Divulge any such personal information to any tax or regulatory authority, as may be required by law or such authority;

(iv) Withhold the payment of any dividend or redemption proceeds to a shareholder until the Company holds sufficient information to enable it to determine the correct amount to be withheld;

(v) Reject at its discretion any subscription for shares;

(vi) decline to register the transfer of shares to any Prohibited Person;

(vii) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the board of directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail addressed to such shareholder at his last address known to Company or appearing in the register of shareholders. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice (if any). Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such Purchase Notice and his name shall be removed as to such shares in the register of shareholders.

(2) The price at which such shares specified in the Purchase Notice is to be purchased ("the Purchase Price"), shall be equal to the redemption price of shares in the Company, determined in accordance with Article 8 hereof.

(3) Payment of the Purchase Price will be made to the shareholder concerned, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such shareholder upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice (if any).

Upon deposit of the Purchase Price as aforesaid no person shall have any further interest in the shares specified in the Purchase Notice or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner of such shares to receive the Purchase Price deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid

(viii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.** The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Compartment and, to the

extent applicable within a Compartment, expressed in the currency of quotation for the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest 1/100 of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all fixed-term deposits, money market instruments, cash in hand or cash expected to be received or cash contributions including interest accrued;
- 2) all debts which are payable upon presentation as well as all other money claims including claims for purchase price payment not yet fulfilled that arise from the sale of investment fund shares or other assets;
- 3) all investment fund shares;
- 4) all dividends and distributions due in favour of the Company, as far as they are known to the Company;
- 5) all interest accrued on interest-bearing securities that the Company holds, as far as such interest is not contained in the principal claim;
- 6) all financial rights which arise from the use of derivative instruments;
- 7) the provisional expenses of the Company, as far as these are not deducted, under the condition that such provisional expenses may be amortised directly from the capital of the Company;
- 8) all other assets of what type or composition, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) Securities which are listed or regularly traded on a stock exchange shall be valued at the last available traded price. If such a price is not available for a particular trading day, but a closing mid-price (the mean of the closing bid and ask prices) or a closing bid price is available, the closing mid-price, or alternatively the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation.
- 2) If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange which is the main market for this security.
- 3) In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant but which are traded on a secondary market with regulated trading among securities dealers (with the effect that the price reflects market conditions), the valuation may be based on this secondary market.
- 4) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as those listed on a stock exchange.
- 5) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price. If no such price is available, the Company shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the board of directors and on the basis of the probable sales price, the value of which shall be estimated with due care and in good faith.
- 6) Derivatives shall be treated in accordance with the above. OTC swap transactions will be valued on a consistent basis based on bid, offer or mid prices as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors. When deciding whether to use the bid, offer or mid prices the board of directors will take into consideration the anticipated subscription or redemption flows, among other parameters. If, in the opinion of the board of directors, such values do not reflect the fair market value of the relevant OTC swap transactions, the value of such OTC swap transactions will be determined in good faith by the board of directors or by such other method as it deems in its discretion appropriate.
- 7) The valuation price of a money market instrument which has a maturity or remaining term to maturity of less than 12 months and does not have any specific sensitivity to market parameters, including credit risk, shall, based on the net acquisition price or on the price at the time when the investment's remaining term to maturity falls below 12 months, be progressively adjusted to the repayment price while keeping the resulting investment return constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.
- 8) Units or shares of UCITS or UCI shall be valued on the basis of their most recently calculated net asset value, where necessary by taking due account of the redemption fee. Where no net asset value and only buy and sell prices are available for units or shares of UCITS or other UCI, the units or shares of such UCITS or UCI may be valued at the mean of such buy and sell prices.
- 9) The value of total return swaps is calculated on a regular basis using comprehensible, transparent criteria. The Company and its auditor shall monitor the comprehensibility and transparency of the valuation methods and their application.

10) The value of credit default swaps is calculated on a regular basis using comprehensible, transparent criteria. The Company and its auditor shall monitor the comprehensibility and transparency of the valuation methods and their application.

11) Liquid assets, fiduciary and fixed-term deposits shall be valued at their respective nominal value plus accrued interest. II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills of exchange and other sums due, including deposits of security such as margin accounts, etc. In connection with the use of derivative instruments; and

2) all administrative expenses that are due or have been incurred, including the costs of formation and registration at the registration offices as well as legal fees, auditing fees, all fees of the management company, the administration agent, the investment managers (if any), the investment advisors (if any), the custodian and all other representatives and agents of the Company, the costs of mandatory publications, the sales documents for the shares of the Company, conclusions of transactions and other documents which are made available to the shareholders. If the fee rates agreed between the Company and any service providers for their respective services deviate with regard to individual classes, the corresponding varying fees shall be charged exclusively to the respective class; and

3) all known liabilities, whether due or not, including dividends that have been declared but not yet been paid; and

4) a reasonable sum provided for taxes, calculated as of the day of the valuation as well as other provisions and reserves approved by the board of directors; and

5) all other liabilities of the Company, of whatever nature, vis-à-vis third parties; however, each Compartment shall be exclusively responsible for all debts, liabilities and obligations attributable to it.

For the purpose of valuing its liabilities, the Company may include all administrative and other expenses of a regular or periodic nature by valuing these for the entire year or any other period and apportioning the resulting amount proportionally to the respective expired period of time. The method of valuation may only apply to administrative or other expenses which concern all of shares equally.

III. The Company shall establish pools of assets in the following manner:

1) the proceeds to be received from the issue of shares of a specific class shall be applied in the books of the Company to the pool established for that class of shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such pool attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class shall be applied to the corresponding pool subject to the provisions of this Article;

2) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

4) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated equally to all the pools and within each pool pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares provided that insofar as justified by the amounts, the allocation among the pools may also be made on the basis of the net asset value of the pools, and provided further that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, be incurred solely by the pool they were attributed to;

5) when class-specific expenses are paid for any class and/or higher dividends are distributed to shares of a given class, the net asset value of the relevant class of shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such class of shares) and the net asset value attributable to the other class or classes of shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such other class or classes of shares);

6) when class-specific assets, if any, cease to be attributable to one or several classes only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to all classes of shares issued in connection with the same pool, the share of the relevant class shall increase in the proportion of such contribution; and

7) whenever shares of any class are issued or redeemed, the entitlement to the pool of assets attributable to the corresponding class of shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Company for such issue or redemption.

If there have been created within each Compartment different classes of Shares, the rules shall mutatis mutandis apply for the allocation of assets and liabilities amongst Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. The board of directors may invest and manage all or any part of the pools of assets referred to in section

III. of this Article 11 (hereafter referred to as “Participating Compartments”) on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so in accordance with the following provisions:

1) Any such enlarged asset pool (“Asset Pool”) shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Compartments. Thereafter, the board of directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Compartment, up to the amount of the participation of the Participating Compartment concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

2) The assets of the Asset Pool to which each Participating Compartment shall be entitled shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Compartment and the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Compartments.

3) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Compartments in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

V. For the purpose of this article:

a) shares that are redeemed in accordance with the provisions under Article 8 above shall be treated as existing shares and shall be posted until immediately after the point in time set by the board of directors for carry out the valuation;

from this point in time until the price is paid, they shall be treated as a liability of the Company; and

b) all investments, cash in hand and other assets of any fixed assets that are not in the reference currency of the class of shares concerned shall be converted at the exchange rate applicable on the day of the calculation of net asset value, taking into consideration their market value; and

c) on every Valuation Day, all purchases and sales of securities which were contracted by the Company on this very Valuation Day must be included in the valuation to the extent possible.

**Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.** With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors and indicated in the Prospectus, such date being referred to herein as the “Valuation Day”.

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and/or the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Compartment’s investments, or in which trading is restricted or suspended;

b) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Compartment, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposal of investments at normal rates of exchange, or it is impossible to fairly determine the value of any assets in the Compartment;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Compartment’s investments or the current prices on any stock exchange;

d) when for any reason beyond the control of the board of directors, the prices of any investment held by the Compartment cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;

e) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Compartment’s investments cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

f) in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Compartment(s) is to be proposed or;

g) when calculating the net asset value of a UCITS or UCI in which the Company has invested a substantial portion of the assets of one or more Compartment(s) or one or more class(es) is suspended or unavailable, or where the issue, redemption or conversion of shares or units of such UCITS or UCI is suspended or restricted;

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and shall be notified to investors applying for the issue, the conversion or the repurchase of shares by the Company at the time of the filing of the written request for such purchase. Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such other class.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable.

### Title III. Administration and Supervision

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors

shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders, in particular by the shareholders at their annual general meeting. The shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast in the respective meeting of shareholders.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

**Art. 14. Board Meetings.** The board of directors may choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and at all meetings of shareholders but in his absence the board of directors may appoint another director and, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented and voting at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

**Art. 16. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 17. Delegation of Power.** The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or

corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company has appointed a management company (the "Management Company") as its management company and has delegated to the Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the Company. The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties.

In particular, the Management Company may enter into one or more investment management agreements with one or several investment managers (the "Investment Managers"), as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Management Company, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 18. Investment Policies and Restrictions.** The board of directors, based upon the principle of risk spreading and in compliance with the Law, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with the sales documents and applicable laws and regulations.

Within the restrictions provided for by part I of the Law, the board of directors may decide that investments may in particular be made in:

- 1) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market;
- 2) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;
- 3) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-member state of the European Union or dealt in on another market in a non-member state of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania;
- 4) shares or units of other UCITS or UCI;
- 5) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;
- 6) financial derivative instruments; and
- 7) shares issued by one or several other Compartments, under the conditions provided for by the Law.

The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Company may also invest in recently issued securities and money market instruments, provided that

- 1) the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public and is established in Europe, America, Asia, Africa or Oceania; and
- 2) such admission be secured within one year of issue.

A Compartment qualifying as a feeder fund in the meaning of article 77 (1) of the Law may invest at least 85% of its assets in shares or units of a master fund in the meaning of article 77 (3) of the Law.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to a Compartment in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, one or more of its local authorities, by any other state which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD"), the G20 or Singapore or by a public international body to which one or more member states of the European Union belong. In such case, the Compartment concerned must hold securities or money market instruments from at least six different issues, and the securities or money market instruments of any single issue shall not exceed 30% of the Compartment's total assets.

Investments of each Compartment may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the board of directors may from time to time decide and as described in the sales documents of the shares of the Company. Reference in these articles of association to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

**Art. 19. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

**Art. 20. Indemnification of Directors.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 21. Auditors.** The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" (approved statutory auditor), who shall carry out the duties prescribed by the Law.

The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

#### **Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions**

**Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice post at least eight calendar days prior to the meeting at their addresses shown on the register of shareholders. Such notices will include the agenda and will specify the time and place of the meeting and the conditions of admission.

General meeting of shareholders may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority requirements applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the third Tuesday of April of each year at the registered office of the Company, with the first annual general meeting taking place in 2016. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require (i.e. political or military requirements).

The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

One or several shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail at least five days before the relevant meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Each whole share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice.

The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior the general meeting which they are related to. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shareholders validly cast without quorum requirement.

**Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Compartment or in a Class of Shares.** The shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share of such Compartment of class of shares is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Compartment or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast without quorum requirement.

**Art. 24. Termination and Amalgamation of Compartments or Classes of Shares.** The board of directors may decide to liquidate any Compartment if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation or if required by the interests of the shareholders of any of the Compartments concerned. The decision of the liquidation will be notified to the shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation and the notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the board of directors otherwise decides in the interests of the shareholders of the Compartment concerned, they may continue to request redemption or conversion of their shares on the basis of the applicable net asset value, taking into account the estimated liquidation expenses. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the Law, to merge any Compartment with another UCITS or a compartment within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

The above shall apply for a Compartment being either a merging UCITS or a receiving UCITS in the context of a cross-border and domestic merger.

Any Compartment may, either as a merging Compartment or as a receiving Compartment, be subject to mergers with another Compartment of the Company in accordance with the definitions and conditions set out in the Law. The board of directors will be competent to decide on the effective date of such a merger.

Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Compartment concerned by the merger will be required.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

**Art. 25. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the subsequent year.

**Art. 26. Distributions.** The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such



Compartment shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payment of distributions shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

No distributions may be made if as a result thereof the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Compartment.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Title V. Final Provisions**

**Art. 27. Custodian.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law as well as applicable CSSF circulars and regulations.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 28. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 29. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 30. Amendments to the Articles of Association.** These articles of association may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

**Art. 31. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and Law as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Transitory measures*

- 1) The first financial year shall begin today and end on 31<sup>st</sup> December 2015.
- 2) The first annual general meeting of shareholders of the Company shall be held in 2016.

#### *Subscription - Payment*

The appearing party hereby declares to subscribe to the DNB SICAV shares issued by the Company as follows:

DNB Luxembourg SA, having its registered office at L-1637 Luxembourg, 13 rue Goethe, registered number B 22.374, subscribes to 310 class A Shares with no par value to be allocated to the class A Shares of the compartment named DNB SICAV - Premium.

All the shares have been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The undersigned notary declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about EUR 2.866,70

*Resolutions of the shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Are appointed as directors of the Company:

- Torkild VARRAN, born in Oslo, on the 3<sup>rd</sup> April 1958, whose professional address is 0191 OSLO, Dronning Eufemias Gate, 30.

- Olivier HUMBLET, born in Liège, on the 14<sup>th</sup> November 1969, whose professional address is 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

- Katarzyna DE OLIVEIRA SANTOS, born in Zielona Gora, on the 19<sup>th</sup> July 1982, whose professional address is 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

In accordance with article 16 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any persons to whom authority has been delegated by the board of directors.

The directors shall serve for a period of six (6) years.

2) The number of auditors is set at one.

3) Is elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) Ernst & Young Luxembourg, having its registered office at L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, registered number B 88.019.

4) The approved statutory auditor shall be appointed for a period of one year.

5) The Company shall have its registered office at 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

In faith of which we, the undersigned notary has set hand and seal in Luxembourg, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed with us, the notary, the present original deed.  
Signés: E. HILMARSSON, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 9 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16750. Reçu soixante-quinze euros 75.-

*Le Receveur (signé): M. HALSDORF.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 11 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198198/749.

(140221629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

**Alliance Industries B.V., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.983,40.**

Siège de direction effectif: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.889.

In the year two thousand fourteen, on the first day of December,

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

1. Axelan S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office

43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 112956, (“Axelan S.à r.l.”),

here represented by Maître Caroline Pimpaud, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 1<sup>st</sup> December 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

2. Alliance Industries S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), with registered office 43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 89134, (“Alliance Industries S.à r.l.”),

here represented by Maître Caroline Pimpaud, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 1<sup>st</sup> December 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

3. Rolle Participations S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office 43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 112748, (“Rolle Participations S.à r.l.”),

here represented by Maître Caroline Pimpaud, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 1<sup>st</sup> December 2014; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

(together with Axelan S.à r.l. and Alliance Industries S.à r.l., the “Shareholders”).

The Shareholders have requested the undersigned notary to document that the Shareholders are the only three shareholders of Alliance Industries B.V., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Netherlands and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of eighteen thousand euro (EUR 18,000.-), with registered office at 43, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 6 December 2005 published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 576 of 20 March 2006 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 112889 (the “Company”). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

#### *Agenda*

1 To reduce the nominal value of the shares of the Company from thirty euro (EUR 30.-) each to thirty cent of euro (EUR 0.30) each and to acknowledge that the share capital of the Company therefore amounts to eighteen thousand euro (EUR 18,000.-) divided into sixty thousand (60,000) shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each.

2 To create three (3) categories of shares: (i) the ordinary shares, (ii) the A preference shares and (iii) the B preference shares, having the rights and privileges ascribed to them in the articles of association of the Company as amended pursuant to item 9 of this agenda and to reclassify the existing shares as ordinary shares.

3 To convert (i) one (1) existing ordinary share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) held by Axelan S.à r.l into one (1) A preference share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) and (ii) one existing (1) ordinary share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) held by Rolle Participations S.à r.l. into one (1) A preference share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30).

4 To increase the share capital of the Company by an amount of nine hundred eighty three euro and forty cent (EUR 983.40) so as to raise it from its current amount of eighteen thousand euro (EUR 18,000.-) to an amount of eighteen thousand nine hundred eighty three euro and forty cent (EUR 18,983.40).

5 To exclude the right of pre-emption of each Shareholder for each issued share in accordance with article 7.3 of the articles of association.

6 To issue (i) two thousand nine hundred thirty-two (2,932) ordinary shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each and (ii) three hundred forty six (346) B preference shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each having the rights and privileges ascribed to them in the articles of association of the Company as amended pursuant to item 9 of this agenda.

7 To accept subscription for (i) nine hundred seventy-eight (978) new ordinary shares and (ii) one hundred fifteen (115) new B preference shares by Axelan S.à r.l. with payment of share premium in an amount of two million one hundred thirty-three thousand eight hundred sixty-three euro and ten cent (EUR 2,133,863.10), and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind.

8 To accept subscription for (i) one thousand nine hundred fifty-four (1,954) new ordinary shares and (ii) two hundred thirty-one (231) new B preference shares by Rolle Participations S.à r.l with payment of share premium in an amount of

four million two hundred sixty-seven thousand seven hundred twenty-eight euro and fifty cent (EUR 4,267,728.50), and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind.

9 To amend articles 1, 4 and 23 of the articles of association of the Company, to add a new article 33 to the articles of association of the Company in order to reflect the creation of new classes of shares and the capital increase, and to renumber the existing articles 33 and 34 into articles 34 and 35.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to reduce the nominal value of the shares of the Company from thirty euro (EUR 30.-) each to thirty cent of euro (EUR 0.30) each and to acknowledge that the share capital of the Company therefore amounts to eighteen thousand euro (EUR 18,000.-) divided into sixty thousand (60,000) shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each.

*Second resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to create three (3) categories of shares: (i) the ordinary shares, (ii) the A preference shares and (iii) the B preference shares, having the rights and privileges ascribed to them in the articles of association of the Company as amended pursuant to resolution 8 and to reclassify the existing sixty thousand (60,000) shares as ordinary shares.

*Third resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to convert (i) one (1) ordinary share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) held by Axelan S.à r.l into one (1) A preference shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) and (ii) one (1) ordinary share having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) held by Rolle Participations S.à r.l. into one (1) A preference shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30).

*Fourth resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to increase the share capital of the Company by an amount of nine hundred eighty three euro and forty cent (EUR 983.40) so as to raise it from its current amount of eighteen thousand euro (EUR 18,000.-) to an amount of eighteen thousand nine hundred eighty three euro and forty cent (EUR 18,983.40).

*Fifth resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to exclude the right of pre-emption of each Shareholder for each issued share in accordance with article 7.3 of the articles of association.

*Sixth resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to issue (i) two thousand nine hundred thirty-two (2,932) ordinary shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each and (ii) three hundred forty six (346) B preference shares having a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) each having the rights and privileges ascribed to them in the articles of association of the Company as amended pursuant to the eighth resolution below.

*Seventh resolution*

*Subscription - Payment*

Thereupon has appeared:

Axelan S.à r.l. represented as above stated (the "Subscriber 1") declared to subscribe for (i) nine hundred seventy-eight (978) new ordinary shares and (ii) one hundred fifteen (115) B preference shares, each with a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30), with payment of a share premium in an amount of two million one hundred thirty-three thousand eight hundred sixty-three euro and ten cent (EUR 2,133,863.10) and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting of:

i. one hundred (100) shares held by the Subscriber 1 in Isath S.p.r.l. a company governed by Belgian laws, with registered office located at 2, rue Jules Lejeune, 1050 Ixelles, Belgium («Isath») for an aggregate amount of two million twenty-nine thousand five hundred eighty-seven euro and ninety-six cent (EUR 2,029,587.96)

ii. receivables against Isath in an aggregate amount of one hundred four thousand six hundred three euro and four cent of euro (EUR 104,603,04)

(collectively referred to hereinafter as the "Contribution 1").

The Contribution 1 has an aggregate value of two million one hundred thirty-four thousand one hundred ninety-one euro (EUR 2,134,191.-).

Rolle Participations S.à r.l., represented as above stated (the "Subscriber 2") declared to subscribe for (i) one thousand nine hundred fifty-four (1,954) new ordinary shares and (ii) two hundred thirty-one (231) new B preference shares, each with a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30), with payment of a share premium in an amount of four million

two hundred sixty seven thousand seven hundred twenty-eight euro and fifty cent (EUR 4,267,728.50) and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting of:

i. one hundred (100) shares held by the Subscriber 2 in Rolle Investments S.p.r.l. a company governed by Belgian laws, with registered office located at 2, rue Jules Lejeune, 1050 Ixelles, Belgium («Rolle») for an aggregate amount of four million eighty-five thousand five hundred thirty euro and forty-one cent (EUR 4,085,530.41);

ii. receivables against Rolle in an aggregate amount of one hundred eighty-two thousand eight hundred fifty three euro and fifty-nine cent (EUR 182,853.59).

(collectively referred to hereinafter as the “Contribution 2”).

The Contribution 2 has an aggregate value of four million two hundred sixty-eight thousand three hundred eighty-four euro (EUR 4,268,384).

Proof of the ownership by the Subscriber 1 and Subscriber 2 of the Contribution 1 and Contribution 2 respectively has been given to the undersigned notary.

The Subscriber 1 and Subscriber 2 respectively declared for each of their respective contribution that the Contribution 1 and the Contribution 2 are free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution 1 and the Contribution 2 to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution 1 and the Contribution 2 to the Company.

The Subscriber 1 and Subscriber 2 further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution 1 and the Contribution 2 are described and valued respectively, (the “Report”).

The conclusions of the Report reads as follows:

“Based on the valuation methodology above described, we have no observation to mention on the value of (X) the Contribution 1 which corresponds at least in value to the aggregate of (i) the value nine hundred seventy-eight (978) new ordinary shares and (ii) the value of one hundred fifteen (115) B preference shares, each with a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0,30) to be issued with payment of a share premium in an amount of share premium in an amount of two million one hundred thirty-three thousand eight hundred sixty-three euro and ten cent (EUR 2,133,863.10) for an aggregate value of two million one hundred thirty-four thousand one hundred ninety-one euro (EUR 2,134,191) and (Y) the Contribution 2 which corresponds at least in value to the aggregate of (i) the value of one thousand nine hundred fifty-four (1,954) new ordinary shares and (ii) the value of two hundred thirty-one (231) B preference shares, each with a nominal value of thirty cent of euro (EUR 0.30) to be issued with payment of a share premium in an amount of four million two hundred sixty seven thousand seven hundred twenty-eight euro and fifty cent (EUR 4,267,728.50) for an aggregate value of four million two hundred sixty-eight thousand three hundred eighty-four euro (EUR 4,268,384).”

The Report which after having been signed “ne varietur” by the Shareholders, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

The Shareholders resolved to accept said subscription and payment and to allot the new shares according to the above mentioned subscription.

#### *Eighth resolution*

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to amend articles 1, 4 and 23 of the articles of association of the Company, to add a new article 33 to the articles of association of the Company in order to reflect the creation of new classes of shares and the capital increase, and to renumber the existing articles 33 and 34 into articles 34 and 35 respectively.

Article 1 of the articles of association of the Company shall from now on read as follows:

#### **1. Definitions.**

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

Alizé Luxco 1 means Alizé Luxco 1 S.à r.l., a limited liability company (Société à responsabilité limitée) a under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the commercial register in the Grand Duchy of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 189.378;

Alizé 9% Equity means the number of class B ordinary shares issued by Alizé Luxco 1 as at the first day of December two thousand and fourteen representing nine per cent. (9%) of its share capital to the Company, plus any shares which are subscribed by the Company pursuant to a preferential subscription right relating to the above equity stake;

A Shares: means the A preference shares in the capital of the Company each having the rights set out in these Articles of Association;

A Shares Entitlement: means (i) all distributions (by way of dividend, redemption of shares, reduction of share capital, reduction of a reserve, liquidation or otherwise) and payments to be received by the Company in respect of the Alizé 9% Equity and (ii) all payments to be received by the Company in case of transfer (by way of sale, contribution or otherwise) of the Alizé 9% Equity;

Beneficiary Share: means a beneficiary share in the capital of Alizé Luxco 1;

**B Shares:** means the B preference shares in the capital of the Company each having the rights set out in these Articles of Association;

**B Shares Entitlement:** means (i) all distributions (by way of dividend, redemption of shares, reduction of share capital, reduction of a reserve, liquidation or otherwise) and payments to be received by the Company in respect of a Beneficiary Share (ii) all payments to be received by the Company in case of transfer (by way of sale, contribution or otherwise) of a Beneficiary Share;

**Company Body:** the Management Board, the General Meeting or a meeting of holders of Shares of a particular class;

**Distributable Equity:** means the part of the Company's equity which exceeds the aggregate of the issued capital and the reserves which must be maintained pursuant to the Law.

**General Meeting:** the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote and usufructuaries and pledgees with voting rights, or a meeting of Persons with Meeting Right (as the case may be);

**Inability:** inability (belet) as referred to in Section 2:244 subsection 4 of the Dutch Civil Code, including the event that the relevant person claims inability for a certain period of time in writing;

**Interested Parties:** has the meaning assigned thereto in Article 13.2;

in writing: by letter, telecopier, e-mail, or by a legible and reproducible message otherwise electronically sent, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

**Management Board:** the management board of the Company;

**Meeting Right:** the right to attend the General Meeting and to address the meeting in person or through a representative authorized in writing, and the other rights designated by law to holders of depositary receipts of shares to which Meeting Right is attached;

**Offeror:** has the meaning assigned thereto in Article 13.2;

**Ordinary Shares:** means the ordinary shares in the capital of the Company each having the rights set out in these Articles of Association;

**Persons with Meeting Right:** a Shareholder and any usufructuary or pledgee with voting rights in respect of one or more Shares and/or Meeting Right;

**Share:** means a share in the capital of the Company, unless the contrary is apparent, this shall include each A Share, each B Share and each Ordinary Share;

**Shareholder:** a holder of one or more Shares; unless the contrary is expressed, this includes each holder of A Shares, each holder of B Shares and each holder of Ordinary Shares.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of these Articles of Association, unless the contrary is apparent."

Article 4 of the articles of association of the Company shall from now on read as follows:

**" 4. Capital.**

4.1 The Company issues one or more Shares. The issued and paid in capital of the Company equals eighteen thousand nine hundred and eighty-three euro and forty eurocents (EUR 18,983.40) and is divided into:

(i) two (2) A Shares;

(ii) three hundred and forty-six (346) B Shares; and

(iii) sixty-two thousand nine hundred thirty (62,930) Ordinary Shares.

4.2 The nominal value of each Share equals thirty eurocent (EUR 0.30).

4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

4.4 In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve. The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the articles of association or by applicable laws."

Article 23 of the articles of association of the Company shall from now on read as follows:

**" 23. Profits and Distributions.**

23.1 Out of the net profits earned in a financial year, an amount of five percent (5%) of the net profits shall be added to a statutory reserve of the Company, until this reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

23.2 The allocation of profits remaining after application of Article 23.1 shall be determined by the General Meeting of Shareholders.

23.3 Distribution of profits shall be made after adoption of the annual accounts if permissible under the Law given the contents of the annual accounts.

23.4 The General Meeting of Shareholders may resolve to make interim distributions on Shares and/or to make distributions on Shares at the expense of any reserve of the Company, subject to any applicable provision of the Law.

23.5 Distributions on Shares shall be made payable immediately after the resolution to make the distribution, unless another date of payment has been determined in the resolution.

23.6 Distributions on Shares may be made only up to an amount which does not exceed the amount of the Distributable Equity.

23.7 Each B Share shall be linked to one Beneficiary Share if and when it is issued by Alizé Luxco 1 to the Company, and each B Share shall entitle its holder to distributions by the Company of the relevant B Shares Entitlement. In the event that the Company would pay any dividend or make any distribution on B Shares other than by reason of a payment or distribution received by the Company under a Beneficiary Share or under a distribution which would benefit all Ordinary Shares and B Shares on a pari passu basis (égalitaire), such will reduce the amount of the B Shares Entitlement to be distributed to the holders of B Shares by the amount of such distribution.

23.8 The A Shares, taken together, shall be linked to the Alizé 9% Equity and the holders of A Shares shall be entitled to distributions by the Company of the A Shares Entitlement, in proportion to the nominal amount of the A Shares held by each.

23.9 Distributions on Shares shall always be made in the following order of priority:

- First to the holders of the A Shares up to the amount of the A Shares Entitlement and to the holders of the B Shares up to the amount of the B Shares Entitlement;

- Second, any remaining distribution after distribution of the A Shares Entitlement and the B Shares Entitlement, shall be made entirely to the holders of the Ordinary Shares and the B Shares, in proportion to the nominal amount of the Ordinary Shares and B Shares held by each. For the avoidance of doubt the holders of A Shares shall not be entitled to any further distribution after distribution of the A Shares Entitlement and the B Shares Entitlement.

23.10 A claim of a Shareholder for payment of a distribution on Shares shall be barred after five years have elapsed.”

Insertion of a new Article 33 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

**“ 33. Special Veto Rights of Holders of A Shares and B Shares.**

33.1 A resolution of the General Meeting to amend these articles of association such that any of the rights and obligations of the A Shares are amended, shall require the approval of the meeting of holders of A Shares, adopted with unanimous votes. Any decision of the Management Board in relation to the exercise by the Company of the rights and/or the performance of its obligations under the Beneficiary Shares shall require the approval of the meeting of holders of A Shares, adopted with unanimous votes.

33.2 A resolution of the General Meeting to the amend these articles of association such that the rights and obligations of the B Shares are amended, shall require the approval of the meeting of holders of B Shares, adopted with unanimous votes. Any decision of the Management Board in relation to the exercise by the Company of the rights and/or the performance of its obligations under the Alizé 9% Equity shall require the approval of the meeting of holders of B Shares, adopted with unanimous votes.”

The extraordinary general meeting of shareholders resolved to renumber the existing articles 33 and 34 into articles 34 and 35.

*Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately three thousand six hundred euro (EUR 3,600.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholders of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholders and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such proxyholders signed together with the undersigned notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le premier décembre.

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. Axelan S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), ayant son siège social au 43, Avenue John F. Kennedy Luxembourg, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112956 (l’«Axelan S.à r.l.»),

ici représentée par Maître Caroline Pimpaud, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 1<sup>er</sup> décembre 2014; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement;

2. Alliance Industries S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR), ayant son siège social au 43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89134 («Alliance Industries S.à r.l.»),

ici représentée par Maître Caroline Pimpaud, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 1<sup>er</sup> décembre 2014; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement;

3. Rolle Participations S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), ayant son siège social au 43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112748 («Rolle Participations S.à r.l.»),

ici représentée par Maître Caroline Pimpaud, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 1<sup>er</sup> décembre 2014; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement;

(ensemble avec Axelan S.à r.l. et Alliance Industries S.à r.l., les «Associés»).

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter que les Associés sont les trois seuls et uniques associés de Alliance Industries B.V., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois des Pays-Bas et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de dix-huit mille euros (18.000,- EUR), ayant son siège social au 43, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée suivant acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg en date du 6 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 576 du 20 mars 2006 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 112889 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant, reconnaissent avoir été dûment et pleinement informés des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1 Réduction de la valeur nominale des parts sociales de la Société de trente euro (30,- EUR) chacune à trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune, et constatation du fait que le capital social de la Société s'élève par conséquent à dix-huit mille euros (18.000,- EUR) divisé en soixante mille (60.000) parts sociales ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune.

2 Création de trois (3) catégories de parts sociales: (i) les parts sociales ordinaires, (ii) les parts sociales de préférence A, et (iii) les parts sociales de préférence B, ayant les droits et privilèges, tels que décrit dans les statuts de la Société tels que modifiés suivant le point 9 de cet ordre du jour et reclassification des parts sociales existantes en parts sociales ordinaires.

3 Conversion (i) d'une (1) part sociale ordinaire existante ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) détenue par Axelan S.à r.l. en une (1) part sociale de préférence A ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) et (ii) d'une (1) part sociale ordinaire existante ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) détenue par Rolle Participations S.à r.l. en une part sociale de préférence A ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR).

4 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de neuf cent quatre-vingt-trois euros et quarante centimes d'euro (983,40 EUR) pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille euros (18.000,- EUR) à dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-trois euros et quarante centimes d'euro (18.983,40 EUR).

5 Exclusion du droit de préemption de chaque associé pour chaque nouvelle part sociale émise conformément à l'article 7.3 des statuts.

6 Émission de (i) deux mille neuf cent trente-deux (2.932) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune et (ii) trois cent quarante-six (346) nouvelles parts sociales de préférence B d'une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR), ayant les mêmes droits et privilèges, tels que décrit dans les statuts de la Société tels que modifiés suivant le point 9 de cet ordre du jour.

7 Acceptation de la souscription de (i) neuf cent soixante-dix-huit (978) nouvelles parts sociales ordinaires et de (ii) cent quinze (115) nouvelles parts sociales de préférence B par Axelan S.à r.l., avec paiement d'une prime d'émission de deux millions cent trente-trois mille huit cent soixante-trois euros et dix centimes d'euro (2.133.863,10 EUR) et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

8 Acceptation de la souscription de (i) mille neuf cent cinquante-quatre (1.954) nouvelles parts sociales ordinaires et de (ii) deux cent trente et une (231) nouvelles parts sociales de préférence B par Rolle Participations S.à r.l. avec paiement



d'une prime d'émission de quatre millions deux cent soixante-sept mille sept cent vingt-huit euros et cinquante centimes d'euro (4.267.728,50 EUR), et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

9 Modification des articles 1, 4 et 23 des statuts de la Société, et ajout d'un nouvel article 33 aux statuts de la Société afin de refléter la création de nouvelles catégories de parts sociales et l'augmentation de capital et renumérotation des articles 33 et 34 existants en articles 34 et 35.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de trente euros (30,- EUR) chacune à trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune, et de constater que le capital social de la Société s'élève par conséquent à dix-huit mille euro (18.000,- EUR) divisé en soixante mille (60.000) parts sociales ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé de créer trois (3) nouvelles catégories de parts sociales: (i) les parts sociales ordinaires, (ii) les parts sociales de préférence A, et (iii) les parts sociales de préférence B, ayant les droits et privilèges, tels que décrits dans les statuts de la Société tels que modifiés suivant la résolution 8 et de reclasser les soixante mille (60.000) parts sociales existantes en parts sociales ordinaires.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé de convertir (i) une (1) part sociale ordinaire existante ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) détenue par Axelan S.à r.l. en une (1) part sociale de préférence A ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) et (ii) une (1) part sociale ordinaire existante ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) détenue par Rolle Participations S.à r.l. en une (1) part sociale de préférence A ayant une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR).

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de neuf cent quatre-vingt-trois euros et quarante centimes d'euro (983,40 EUR) pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille euros (18.000,- EUR) à dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-trois euros et quarante centimes d'euro (18.983,40 EUR).

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé d'exclure le droit de préemption de chaque associé pour chaque nouvelle part sociale émise conformément à l'article 7.3 des statuts.

*Sixième résolution*

L'assemblée générale des associés a décidé d'émettre (i) deux mille neuf cent trente-deux (2.932) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune et (ii) trois cent quarante-six (346) nouvelles parts sociales de préférence B d'une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR), ayant les mêmes droits et privilèges, tels que décrit dans les statuts de la Société tels que modifiés suivant la résolution 8.

*Septième résolution*

*Souscription - Paiement*

Ensuite ont comparu:

Axelan S.à r.l., telle que représentée ci-dessus (le «Souscripteur 1»), a déclaré souscrire à (i) neuf cent soixante-dix-huit (978) nouvelles parts sociales ordinaires et à (ii) cent quinze (115) nouvelles parts sociales de préférence B, d'une valeur nominale de trente centimes d'euro (0,30 EUR) chacune, avec paiement d'une prime d'émission de deux millions cent trente-trois mille huit cent soixante-trois euros et dix centimes d'euro (2.133.863,10 EUR) et libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en nature consistant en:

i. cent (100) parts sociales détenues par le Souscripteur 1 dans Isath S.p.r.l. une société régie par le droit belge, dont le siège social est situé au 2, rue Jules Lejeune, 1050 Ixelles, Belgique («Isath») d'un montant total de deux millions vingt-neuf mille cinq cent quatre-vingt-sept euro et quatre-vingt-seize centimes d'euro (2.029.587,96 EUR),

ii. des créances à l'encontre d'Isath, d'un montant total de cent quatre mille six cent trois euro et quatre centimes d'euro (104.603,04 EUR),

(ensemble dénommées ci-après l'«Apport 1»).

L'Apport 1 a une valeur totale de deux millions cent trente-quatre mille cent quatre-vingt-onze euros (2.134.191,- EUR).

Rolle Participations S.à r.l., telle que représentée ci-dessus (le «Souscripteur 2») a déclaré souscrire à (i) mille neuf cent cinquante-quatre (1.954) nouvelles parts sociales ordinaires et à (ii) deux cent trente-et-une (231) nouvelles parts sociales de préférence B, ayant chacune une valeur nominale de trente centimes (EUR 0,30), avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quatre millions deux cent soixante-sept mille sept cent vingt-huit euros et cinquante

centimes (4.267.728,50 EUR) et de libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en nature consistant en:

i. cent (100) parts sociales détenues par le Souscripteur 2 dans Rolle Investments S.p.r.l. une société régie par le droit belge, dont le siège social est situé au 2, rue Jules Lejeune, 1050 Ixelles, Belgique («Rolle») d'un montant total de quatre millions quatre-vingt-cinq mille cinq cent trente euros et quarante-et-un centimes (4.085.530,41 EUR);

ii. des créances à l'encontre de Rolle d'un montant total de cent quatre-vingt-deux mille huit cent cinquante-trois euros et cinquante-neuf centimes (182.853,59 EUR),

(ensemble dénommées ci-après «Apport 2»).

L'Apport 2 a une valeur totale de quatre millions deux cent soixante-huit mille trois cent quatre-vingt-quatre euros (4.268.384 EUR).

Preuve de la propriété par le Souscripteur 1 et le Souscripteur 2 de l'Apport 1 et de l'Apport 2 respectivement a été apportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur 1 et le Souscripteur 2 respectivement ont déclaré pour chacun de leur apport respectif que l'Apport 1 et l'Apport 2 sont libres de tout gage, nantissement et autres charges, tels qu'applicables, et qu'il ne reste aucun obstacle au transfert de l'Apport 1 et de l'Apport 2 à la Société sans restriction ou limitation et que les instructions adéquates ont été données afin d'entreprendre toutes notifications, enregistrements ou autres formalités nécessaires pour réaliser un transfert valable de l'Apport 1 et de l'Apport 2 à la Société.

Le Souscripteur 1 et le Souscripteur 2 ont ensuite déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport 1 et l'Apport 2 sont décrits et évalués (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base du travail effectué, tel que décrit ci-dessus, nous n'avons pas d'observations quant à la valeur de (X) l'Apport 1 qui correspond au moins au total de la valeur des (i) neuf cent soixante-dix-huit (978) nouvelles parts sociales ordinaires et des (ii) cent quinze (115) nouvelles parts sociales de préférence B, ayant une valeur nominale de trente centimes d'euros (0,30 EUR) chacune, à émettre avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux million cent trente-trois mille huit cent soixante-trois euros et dix centimes (2.133.863,10 EUR) pour une valeur totale de deux million cent trente-quatre mille cent quatre-vingt-onze euros (2.134.191 EUR) et (Y) l'Apport 2 qui correspond au moins au total de la valeur des (i) mille neuf cent cinquante-quatre (1.954) nouvelles parts sociales ordinaires et des (ii) deux cent trente-et-une (231) nouvelles parts sociales de préférence B ayant une valeur nominale de trente centimes d'euros (0,30 EUR) chacune, à émettre avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quatre millions deux cent soixante-sept mille sept cent vingt-huit euros et cinquante centimes (4.267.728,50 EUR) pour une valeur totale de quatre millions deux cent soixante-huit mille trois cent quatre-vingt-quatre euros (4.268.384 EUR)».

Le Rapport, qui après avoir été signé «ne varietur» par les Associés, tels que représentés ci-dessus, et le notaire soussigné, restera annexé aux présentes.

Les Associés ont décidé d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements et d'émettre les parts sociales nouvelles conformément aux souscriptions mentionnées ci-dessus.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des associés a approuvé de (i) modifier les articles 1, 4 et 23 des statuts de la Société, (ii) d'ajouter un nouvel article 33 aux statuts de la Société afin de refléter la création de nouvelles catégories de parts sociales et l'augmentation de capital et (iii) de renuméroter les articles 33 et 34 existants en articles 34 et 35.

L'article 1 des statuts de la Société aura dorénavant la teneur suivante:

#### **« Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.**

1.1 Dans ces statuts on entend par:

“Alizé Luxco 1”: Alizé Luxco 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.378.

“9% d'Actions d'Alizé”: le nombre de parts sociales ordinaires de catégorie B émises par Alizé Luxco 1 le 1<sup>er</sup> décembre 2014, représentant 9% de son capital social, plus toutes les actions qui seraient souscrites par la Société conformément à un droit préférentiel de souscription en relation avec la participation au capital mentionné ci-dessus.

“Parts Sociales de Préférence A”: les parts sociales de préférence A dans le capital de la Société ayant les droits, tels que décrits dans les statuts.

“Droits des Parts Sociales de préférence A”: (i) toute distribution (par voie de dividendes, de rachat de parts sociales, de réduction du capital social, de réduction de réserve, de liquidation ou autre) et les paiements que la Société recevra en relation avec les 9% d'Actions d'Alizé et (ii) tous paiements que la Société recevra en cas de transfert (effectué par vente, apport ou autre) des 9% d'Actions d'Alizé.

“Part Sociale Bénéficiaire”: une part sociale bénéficiaire dans le capital d'Alizé Luxco 1.

“Parts Sociales de Préférence B”: les parts sociales de préférence B dans le capital de la Société ayant les droits, tels que décrits dans les statuts.

“Droits des Parts Sociales de préférence B”: (i) toute distribution (de dividendes, rachat de parts sociales, réduction de capital social, réduction de réserve, liquidation ou autre) et paiements que la Société recevra en relation avec Parts Sociales Bénéficiaire et (ii) tous paiements que la Société recevra dans le cas d’un transfert (effectué par vente, apport ou autre) des Parts Sociales Bénéficiaires.

“Organe de la Société”: le Conseil de Gérance, l’Assemblée Générale des Associés ou une Assemblée d’une même catégorie de parts sociales.

“Fonds Propres Distribuables”: la partie des fonds propres de la Société qui excède le capital souscrit augmentée des réserves qui doivent être maintenues conformément à la Loi.

“Assemblée Générale des Associés”: l’organe de la Société constitué par les Associés ayant droit de vote, les usufruitiers et créanciers gagistes ayant droit de vote, ou toute réunion le cas échéant de Personnes ayant le Droit d’assister aux assemblées des Associés.

“Incapacité”: l’incapacité (belet) telle que visée par l’ article 2:244 paragraphe 4 du Code civil néerlandais, y compris le cas où la personne concernée invoque par écrit l’incapacité pendant une certaine période.

“Intéressés”: a la signification qui lui a été donnée à l’article 13.2.

“par écrit”: un courrier, fax ou e-mail, ou un message transmis par tout autre moyen de communication actuel et qui peut être reçu par écrit à condition que l’identité de l’expéditeur puisse être établie avec certitude.

“Gérance”: le conseil de gérance de la Société.

“Droit d’assister aux assemblées des Associés”: le droit d’assister aux Assemblées Générales des Associés et d’y prendre la parole, en personne ou par le biais d’un mandataire habilité à cet effet par écrit, ainsi que les autres droits octroyés par la loi aux détenteurs de certificats de dépôt de parts sociales donnant le Droit d’assister aux assemblées des Associés.

“Offrant”: a la signification qui lui est donnée à l’article 13.2.

“Parts Sociales Ordinaires”: les parts sociales ordinaires dans le capital de la Société ayant les droits, tels que décrits dans les statuts

“Personne habilitée à assister à l’Assemblée Générale des Associés”: un Associé, un usufruitier ou un créancier gagiste ayant le droit de vote concernant une ou plusieurs Parts Sociales et/ou le Droit d’assister aux assemblées des Associés.

“Part Sociale”: une part sociale dans le capital de la Société, incluant, sauf indication spécifique contraire, chacune des Parts Sociales de Préférence A, des Parts Sociales de Préférence B, ainsi que chacune des Part Sociales Ordinaires.

“Associé”: le détenteur d’une ou plusieurs Parts Sociales, incluant, sauf indication spécifique contraire, chaque détenteur de Parts Sociales de Préférence A, de Parts Sociales de Préférence B, ainsi que de Part Sociales Ordinaires.

1.2 Les références aux articles font référence aux articles qui font partie de ces statuts, sauf indication spécifique contraire.»

L’article 4 des statuts de la Société aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4. Capital social.**

4.1 La Société peut émettre une ou plusieurs Parts Sociales. Le capital souscrit et libéré de la Société s’élève à dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-trois euros et quarante centimes (EUR 18.983,40), divisé en:

- i. deux (2) Parts Sociales de Préférence A;
- ii. trois cent quarante-six (346) Parts Sociales de Préférence B;
- iii. soixante-deux mille neuf cent trente (62.930) Parts Sociales Ordinaires.

4.2 Chaque Part Sociale a une valeur nominale de trente centimes d’euros (0,30 EUR).

4.3 Toutes les Parts Sociales sont nominatives. Il n’est pas émis de certificats de Parts Sociales.

4.4 En plus du capital émis, un compte prime d’émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d’émission payées sur les Parts Sociales en excédant de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d’émission peut être utilisé pour régler le prix des Parts Sociales que la Société a rachetées à ses Associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour faire des distributions aux Associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale. Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales sont identiques sauf stipulation contraire dans les statuts ou par les lois applicables.»

L’article 23 des statuts de la Société aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 23. Bénéfices et distribution.**

23.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices réalisés lors d’un exercice social, sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société et affecté à la réserve légale jusqu’à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

23.2 La distribution des bénéfices restants interviendra sur décision de l’Assemblée Générale des Associés après application de l’article 23.1.

23.3 La distribution des bénéfices s’effectuera après l’approbation des comptes annuels dans la mesure où la Loi le permet.

23.4 L'Assemblée Générale des Associés pourra décider de procéder à des distributions intérimaires sur des Parts Sociales et/ou de procéder à des distributions imputées sur toute réserve de la Société, conformément aux dispositions de la Loi.

23.5 Les distributions sur des Parts Sociales seront mises en paiement immédiatement après la décision de distribution, sauf si la décision a fixé une autre date.

23.6 Une distribution sur des Parts Sociales ne pourra être prévue que dans les limites du montant des Fonds Propres Distribuables.

23.7 Chaque Part Sociale de Préférence B sera liée à une Part Sociale Bénéficiaire, si et quand une telle Part Sociale Bénéficiaire a été émise par Alizé Luxco 1 à la Société, et sera dotée des Droits des Parts Sociales B. Dans le cas où la Société paierait des dividendes ou réaliserait une distribution sous les Parts Sociales de Préférence B autre que par un paiement ou une distribution reçue par la Société dans le cadre de Part Sociale Bénéficiaire ou d'une distribution qui bénéficierait à toutes les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales de Préférence B sur une base égalitaire, le montant des Droits des Parts Sociales B aux distributions concernées seront réduits du montant de cette distribution.

23.8 Les Parts Sociales de Préférence A seront de manière collective liées au 9% d'Actions d'Alizé et donneront droit à leur détenteur de recevoir les distributions des Droits de Parts Sociales en proportion du montant de la valeur nominale des Parts Sociales de Préférence A détenues par chacun.

23.9 Les distributions sur les Parts Sociales seront toujours réalisées dans l'ordre de priorité suivant:

- Premièrement, aux détenteurs de Parts Sociales A dans la limite des Droits des Parts Sociales A et aux porteurs de Parts Sociales de Préférence B dans la limite des Droits des Parts Sociales B;

- Deuxièmement, toute distribution du solde restant, après allocation aux détenteurs des Droits des Parts Sociales A et aux détenteurs des Droits des Parts Sociales B, sera effectuée en entier aux Parts Sociales Ordinaires et aux Parts Sociales de Préférence B (au pro-rata). Pour éviter toute confusion, les Parts Sociales A ne donneront droit à aucune distribution du solde restant après allocation aux détenteurs des Droits des Parts Sociales A et aux détenteurs des Droits des Parts Sociales B.

23.10 Le droit d'un Associé en réclamation du paiement d'une distribution sur les Parts Sociales sera éteint à l'expiration d'un délai de cinq ans.»

Insertion d'un nouvel article 33 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

**« Art. 33. Les Droits de Veto Spécifiques des Détenteurs de Parts Sociales de Préférence A et de Parts Sociales de Préférence B.**

33.1 Une résolution de l'Assemblée Générale modifiant les présents statuts de telle sorte que les droits et obligations des Parts Sociales A seront modifiés requiert l'approbation par l'assemblée générale des Parts Sociales A adoptée à l'unanimité. Toute décision de la Gérance en relation avec l'exercice par la Société de ses droits et ou l'exécution de ses obligations sous les Parts Sociales Bénéficiaires requiert l'approbation par l'assemblée générale des détenteurs de Parts Sociales A adoptée à l'unanimité des votes.

33.2 Une résolution de l'Assemblée Générale modifiant les présents statuts de telle sorte que les droits et obligations des Parts Sociales B seront modifiés requiert l'approbation par l'assemblée générale des Parts Sociales B adoptée à l'unanimité. Toute décision de la Gérance en relation avec l'exercice par la Société de ses droits et ou l'exécution de ses obligations sous les 9% d'Actions d'Alizé requiert l'approbation par l'assemblée générale des détenteurs de Parts Sociales B adoptée à l'unanimité des votes.»

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ trois mille six cents euros (EUR 3.600,-).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Pimpaud, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 4 décembre 2014. REM/2014/2643. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 12 décembre 2014.

Référence de publication: 2014198019/567.

(140222089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2014.

**PG Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 184.024.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of November.

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary public, residing in Junglinster, Grand duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the members of the company "PG Europe S.à r.l." a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 184 024, having its registered office at 203 Route d'Esch L-1471 Luxembourg incorporated pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster on 29 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 765 on 25 March 2014, modified for the last time on 24 March 2014 by a deed of the pre-named notary published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1379 on 28 May 2014 (hereinafter referred to as «the Company»),

The extraordinary general meeting is presided by Mr. Marc WEYH, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman appoints as Secretary, Mrs. Jacqueline NIKOLIC, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutinizer Mrs. Catherine DELSEMME, employee, residing professionally in Luxembourg.

These three individuals constitute the board of the meeting.

Having thus been constituted, the board of the meeting draws up the attendance list, which, after having been signed *ne varietur* by the members, by the proxy holders representing the members, by the members of the board and the notary, will remain attached to the present minutes together with the proxies and will be filed together with the present deed, with the registration authorities.

The Chairman declares and requests the notary to state that:

I. According to the attendance list, all the members representing the full amount of the corporate capital of EUR 150,000.- (one hundred fifty thousand Euros) are present or validly represented at the meeting. The members have consented to the holding of the meeting at short notice. The meeting can thus validly deliberate and decide on all subjects mentioned on the agenda, without there having been a prior convening notice.

II. The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Creation of a new category of shares, namely, the Class D shares, composed of shares with a par value of EUR 1 each, having the same rights and obligations as the existing Shares in the Company,

2. Conversion of 4,500 Class B Shares currently owned by Artur Mokrzycki into 4,500 newly created Class D Shares,

3. Conversion of 7,500 Class B Shares currently owned by Dobrzycki Holding Limited into 7,500 Class C Shares in the Company,

4. Amendment of the two first paragraphs of article 6 of the articles of association of the Company in order to give it the following content:

"The Company's share capital is set at one hundred and fifty thousand Euro (EUR 150,000.-), represented by one hundred and fifty thousand (150,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each divided into (i) fifteen thousand (15,000) class A shares (the "A Shares") (ii) one hundred and eight thousand (108,000) class B shares (the "B shares") (iii) twenty two thousand five hundred (22,500) class C shares (the "C Shares") and (iv) four thousand five hundred (4,500) class D shares (the "D Shares") and, together with the A Shares, the B Shares and the C Shares hereinafter the "Shares".

Each holder of A Shares shall be an A Shareholder (each an "A Shareholder"); each holder of B Shares shall be a B Shareholder (each a "B Shareholder"); each holder of C Shares shall be a C Shareholder (each a "C Shareholder") and each holder of D Shares shall be a D Shareholder (each a "D Shareholder" together with the A Shareholders, Shareholders B and the C Shareholders hereinafter the "Shareholder(s)")."

5. Empowerment of any manager of the Company and/or Catherine Delsemme, to act individually, to carry out any necessary action in relation to the points raised in the agenda of the meeting,

6. Miscellaneous.

Then, the meeting of members, after having considered itself as duly composed and convened, and given its approval with respect to the explanations of the Chairman, deliberates and passes, via unanimous vote, the following resolutions:

*First resolution*

The meeting resolves to create a new category of shares, namely the Class D shares, composed of shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and obligations as the existing Shares in the Company.

186478

*Second resolution*

The meeting resolves to convert the four thousand five hundred (4,500) Class B Shares, currently owned by Mr. Artur MOKRZYCKI, into four thousand five hundred (4,500) newly created Class D Shares.

*Third resolution*

The meeting resolves to convert the seven thousand five hundred (7,500) Class B Shares, currently owned by Dobrzycki Holding Limited into seven thousand five hundred (7,500) Class C Shares.

*Fourth resolution*

Consequently to the above resolution, the corporate capital of the Company will then be set at one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-) represented by one hundred fifty thousand (150,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each divided into (i) fifteen thousand (15,000) class A (ii) one hundred and eight thousand (108,000) class B shares (iii) twenty two thousand five hundred (22,500) class C shares and (iv) four thousand five hundred (4,500) class D shares.

The meeting resolves to amend of the two first paragraphs of article 6 of the articles of association of the Company in order to give it the following content:

“ **Art. 6. (First and second paragraph).** The Company’s share capital is set at one hundred and fifty thousand Euro (EUR 150,000.-), represented by one hundred and fifty thousand (150,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each divided into (i) fifteen thousand (15,000) class A shares (the “A Shares”) (ii) one hundred and eight thousand (108,000) class B shares (the “B shares”) (iii) twenty two thousand five hundred (22,500) class C shares (the “C Shares”) and (iv) four thousand five hundred (4,500) class D shares (the “D Shares”) and, together with the A Shares, the B Shares and the C Shares hereinafter the “Shares”.

Each holder of A Shares shall be an A Shareholder (each an “A Shareholder”); each holder of B Shares shall be a B Shareholder (each a “B Shareholder”); each holder of C Shares shall be a C Shareholder (each a “C Shareholder”) and each holder of D Shares shall be a D Shareholder (each a “D Shareholder” together with the A Shareholders, Shareholders B and the C Shareholders hereinafter the “Shareholder(s)”).”

*Costs*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately EUR nine hundred fifty euros (EUR 950.-).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the chairman brought the meeting to a close.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the persons appearing, all of whom known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-duché de Luxembourg.

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de la société «PG Europe S.à r.l.» une société à responsabilité limitée constituée et existant en vertu du droit du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184 024, établie et ayant son siège social au 203, route d’Esch, L-1471 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster le 29 Janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 765 le 25 Mars 2014, modifié pour la dernière fois en date du 28 Mars 2014 par un acte du notaire mentionné ci-dessus publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1379 le 28 Mai 2014 (ci-après dénommée comme «la Société»),

L’assemblée générale extraordinaire est présidée par Monsieur Marc WEYH, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme Secrétaire Madame Jacqueline NIKOLIC, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L’assemblée désigne comme Scrutateur Madame Catherine DELSEMME, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Ces trois personnes constituent le bureau de l’assemblée.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence qui, après avoir été signée «ne varietur» par les associés, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise ensemble avec le présent acte aux formalités de l'enregistrement.

Le Président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I. Conformément à la liste de présence, tous les associés représentant l'intégralité du capital social de cent cinquante mille Euros (EUR 150,000.-) sont présents ou valablement représentés à l'assemblée. L'assemblée peut en conséquent valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre du jour sans qu'il y ait eu de convocation préalable.

II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Création d'une nouvelle catégorie de parts sociales, nommément les parts sociales de catégorie D, composée de parts sociales d'une valeur de 1 euro chacune et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la société,

2. Conversion de 4,500 parts sociales de Catégorie B actuellement détenues par Artur Mokrzycki en 4,500 actions de catégorie D nouvellement créées,

3. Conversion de 7,500 parts sociales de la catégorie B actuellement détenues par Dobrzycki Holding Limited en 7,500 parts sociales de la catégorie C dans la société,

4. Modification des deux premiers paragraphes de l'article 6 des statuts de la société en vu de leur donner la teneur suivante:

“ **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150,000.-), représentée par cent cinquante mille (150.000) parts sociales, d'une valeur de un euros (EUR 1.-) chacune divisée en (i) quinze mille (15,000) parts sociales de classe A («les Parts Sociales de Classe A»), (ii) cent huit mille (108,000) parts sociales de classe B («les Parts Sociales de Classe B»), (iii) vingt deux mille cent cinquante (22,500) parts sociales de classe C («les Parts Sociales de Classe C»), et (iv) quatre deux cinq cent (4,500) parts sociales de classe D («les Parts Sociales de Classe D»), ensemble avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B et les Parts Sociales de Classes C ci-après les «Parts Sociales»).

Chaque titulaire de Parts Sociales de Classe A sera un associé de classe A (l'«Associé de Classe A»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe B sera un associé de classe B (l'«Associé de Classe B»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe C sera un associé de classe C (l'«Associé de Classe C»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe D sera un associé de classe D (l'«Associé de Classe D»), et ensemble avec les Associés de Classe A et les Associés de Classe B et les Associés de Classe C près les associés «Associé(s)».”

5. Pouvoir à tout gérant de la société et/ou Catherine Delsemme pour agir individuellement pour mener à bien toutes les mesures nécessaires en ce qui concerne les points soulevés dans l'ordre du jour,

6. Divers.

Puis, l'assemblée des associés se considérant comme dûment constituée et convoquée, et ayant approuvé les déclarations du Président, délibère et prend par vote unanime les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de créer une nouvelle catégorie de parts sociales, nommément, les parts sociales de catégorie D, composée de parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

*Seconde résolution*

L'assemblée générale décide de convertir quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de catégorie B, détenues par Monsieur Artur MOKRZYCKI, en quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de catégorie D nouvellement créées.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de convertir sept mille cinq cents (7.500) parts sociales de catégorie B, détenues par la société Dobrzycki Holding Limited, en sept mille cinq cents (7.500) parts sociales de catégorie C.

*Quatrième résolution*

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier les deux premiers alinéas de l'article 6 des statuts de la société en vu de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 6. (premier et deuxième alinéas).** Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150,000.-), représentée par cent cinquante mille (150.000) parts sociales, d'une valeur de un euros (EUR 1.-) chacune divisée en (i) quinze mille (15,000) parts sociales de classe A («les Parts Sociales de Classe A»), (ii) cent huit mille (108,000) parts sociales de classe B («les Parts Sociales de Classe B»), (iii) vingt deux mille cent cinquante (22,500) parts sociales de classe C («les Parts Sociales de Classe C»), et (iv) quatre deux cinq cent (4,500) parts sociales de classe D («les Parts

Sociales de Classe D», ensemble avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B et les Parts Sociales de Classes C ci-après les «Parts Sociales»).

Chaque titulaire de Parts Sociales de Classe A sera un associé de classe A (l'«Associé de Classe A»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe B sera un associé de classe B (l'«Associé de Classe B»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe C sera un associé de classe C (l'«Associé de Classe C»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe D sera un associé de classe D (l'«Associé de Classe D»), et ensemble avec les Associés de Classe A et les Associés de Classe B et les Associés de Classe C près les associés «Associé(s)».)

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant à parler, le président a mis fin à la séance.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête des parties comparantes susnommées, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture et traduction du document faite en langue connue des personnes comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdites personnes comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Marc WEYH, Jacqueline NIKOLIC, Catherine DELSEMME, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2014. Relation GRE/2014/4669. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014191416/184.

(140213131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

---

#### **Le Premier Investment II S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 104.475.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190357/10.

(140211538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

#### **Le Premier Investment III S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190359/10.

(140211537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---

#### **Le Premier Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 98.715.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014190361/10.

(140211475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2014.

---